

Zeitgeist:
De la
médecine
holistique
animale en
campagne

Page B 10



Ottawa crée
un groupe
de travail
sur les
autistes...
sans autistes

Page A 3

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CVI N° 158

LE DEVOIR, LE VENDREDI 17 JUILLET 2015

1,13 \$ + TAXES = 1,30 \$

BARRICADE À LA ROMAINE: QUÉBEC APPELLE À LA NÉGOCIATION



LUC LECLERC LE DEVOIR

La confrontation ne donnera rien, au contraire de la négociation: Philippe Couillard a pressé jeudi la communauté de la réserve de Nutashkuan de privilégier le dialogue plutôt que de bloquer l'accès au mégachantier de La Romaine. En attendant, Québec s'explique mal la levée de boucliers actuelle. **À lire en page A 3.**

SANTÉ

Couper maintenant, réfléchir ensuite

JESSICA NADEAU

Le ministère de la Santé demande aux établissements de revoir la « pertinence des soins et des services en santé physique » à la hauteur de 150 millions de dollars dans le budget actuel. Mais les chantiers de l'Institut national d'excellence en santé (INESSS), qui doivent élaborer les lignes directrices pour aider les établissements à définir ce qui est pertinent ou non, viennent à peine de débuter et les résultats ne seront pas connus avant de 12 à 18 mois, a appris *Le Devoir*.

En août 2014, le ministère de la Santé a mandaté l'INESSS pour qu'il revoie la pertinence de certains services offerts dans le réseau. En se basant sur les données scientifiques les plus récentes, les experts de l'INESSS vont ainsi plancher sur 14 chantiers pour déterminer les meilleures pratiques et répertorier les soins et services qui ne sont plus pertinents.

On se penchera notamment sur l'utilité d'avoir recours à l'imagerie par résonance magnétique (IRM) pour des douleurs musculosquelettiques, sur le bilan de santé chez l'adulte, l'antibiothérapie et différents projets

**Il faudra
18 mois avant
que l'INESSS
ne détermine
les soins
les moins
pertinents**

VOIR PAGE A 10 : SANTÉ

AUJOURD'HUI



Monde · Et maintenant, des élections anticipées en Grèce? Alexis Tsipras a perdu sa majorité parlementaire. **Page B 9**

Musique · L'heure Schubert à Orford. Le chef québécois Jean-François Rivest dirigera la célèbre *Symphonie en ut majeur* samedi. **Page B 5**

Actualités · Une Université d'été féministe à Montréal. Des étudiantes souhaitent accroître l'intérêt pour les études féministes. **Page A 5**

Une manne pour l'Iran ?

Près de 150 milliards d'avoirs pourraient être dégelés à la suite de l'accord sur le nucléaire

ANNE MICHEL

L'Iran évoque « un montant supérieur à 100 milliards de dollars ». Mais selon les estimations de pays tiers, la somme des avoirs iraniens gelés à l'étranger du fait des sanctions internationales, et bientôt libérés, pourrait atteindre 150 milliards de dollars, localisés pour une large part en Chine. Il s'agit d'une manne financière considérable pour un pays dont le PIB n'excède pas bon an mal an 500 milliards de dollars. Un capital à même de faire repartir une économie bridée par dix ans d'embargo et de financer des besoins d'investissement substantiels.

Qualifié d'événement historique par les pays du « P5 + 1 » (les cinq membres du Conseil de sécurité des Nations unies, États-Unis, Russie, Chine, France et Royaume-Uni, plus l'Allemagne) et l'Iran lui-même, l'accord sur le nucléaire iranien de mardi prévoit une levée des sanctions internationales prononcées par les Nations unies, les États-Unis et l'Union européenne, en échange du renoncement à fabriquer la bombe nucléaire.

Les principales sanctions économiques et financières sont appelées à tomber. Ne resteront que des restrictions liées aux activités nucléaires proli-

VOIR PAGE A 10 : IRAN



ATTA KENARE AGENCE FRANCE-PRESSE

L'usage des fonds dégelés inquiète Israël et les monarchies sunnites du Golfe, mais Téhéran affirme que l'argent ira à la relance de l'économie.



ANDREW VAUGHAN LA PRESSE CANADIENNE

Le premier ministre Philippe Couillard

CONSEIL DE LA FÉDÉRATION

Le pétrole divise les provinces

MARCO BÉLAIR-CIRINO

à St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador

Les divergences de vues des provinces et des territoires sur la place du pétrole et du gaz dans la Stratégie canadienne de l'énergie ont éclaté au grand jour jeudi, rendant incertaine l'adoption d'un texte final avant la clôture du Conseil de la fédération.

Les chefs de gouvernement provinciaux et territoriaux entreprendront vendredi avant-midi un blitz de négociations. En arriver à un document conciliant à la fois l'exploitation du pétrole

VOIR PAGE A 10 : PÉTROLE

Lire aussi · Stratégie piégée? L'éditorial d'Antoine Robitaille. **Page A 8**



Avis légaux..... B 8
Décès..... A 4
Météo..... B 6
Mots croisés..... B 7
Petites annonces..... A 4
Sudoku..... B 6

ACTUALITÉS



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les gaz à effet de serre en concentration record

Les gaz à effet de serre qui sont à l'origine du changement climatique ont atteint des sommets de concentration dans l'atmosphère en 2014, tandis que la planète a atteint une température record à sa surface, ont rapporté des chercheurs du monde entier jeudi. «Le dioxyde de carbone, le méthane et le protoxyde d'azote, qui sont les principaux gaz émis dans l'atmosphère, ont atteint des records de concentration dans l'atmosphère pour l'année» 2014, précise le rapport de ces chercheurs sur l'état du climat (State of the Climate), publié par l'Agence américaine océanique et atmosphérique (NOAA). Exception en matière de température, la région est de l'Amérique du Nord est la seule zone dans le monde à avoir connu l'an dernier des températures inférieures à la moyenne. Au total, 413 scientifiques de 58 pays ont contribué à ce rapport, basé sur des données collectées par les postes de surveillance de l'environnement.

TRANSPORT DE PÉTROLE

Québec ne prévoit pas de mener de consultations sur le projet de Belledune

Deux convois totalisant 220 wagons sillonneront chaque jour le Québec dès 2017

ALEXANDRE SHIELDS

Même si le projet de transport de pétrole par train vers le futur port de Belledune au Nouveau-Brunswick suscite de vives inquiétudes dans des municipalités du Québec, le gouvernement Couillard ne prévoit pas mener de consultations ou d'audiences publiques spécifiques au projet avant le passage des convois, a appris *Le Devoir*.

Dans le cadre du projet de port d'exportation Chaleur Terminals, deux convois totalisant 220 wagons devraient sillonner chaque jour le sud du Québec, et ce, à partir de 2017. C'est trois fois le nombre de wagons que comptait le convoi qui a provoqué une tragédie humaine, environnementale et économique il y a deux ans à Lac-Mégantic.

Selon les recherches effectuées par *Le Devoir*, tout indique que les convois passeront par l'île de Montréal, avant de poursuivre leur route vers Saint-Bruno-de-Montarville, puis au cœur de Mont-

Saint-Hilaire, Saint-Hyacinthe et Drummondville. Ils longeront en partie l'autoroute 20, puis Lévis. Les convois comptant 110 wagons chacun passeront, deux fois par jour, en plein cœur de Rivière-du-Loup, mais aussi par Trois-Pistoles et Rimouski.

Plusieurs autres municipalités du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie verront aussi défiler quotidiennement les wagons chargés de pétrole des sables bitumineux. Au total, les livraisons expédiées chaque jour vers un port situé sur les rives de la baie des Chaleurs atteindront près de 160 000 barils. Cela signifie près de 58 millions de barils par année.

Une telle perspective suscite d'ailleurs de vives inquiétudes depuis plusieurs mois chez des groupes citoyens, mais aussi des municipalités et des MRC. À titre d'exemple, la MRC de la Matapédia, qui regroupe 18 municipalités, a adopté une résolution afin de manifester son opposition. Les trois nations micmaques de la Gaspésie ont même intenté

une poursuite contre le gouvernement du Nouveau-Brunswick, qui a donné le feu vert au projet de port.

Pas de consultations

Le gouvernement Couillard n'entend toutefois pas mener de consultations ou d'audiences publiques spécifiques au controversé projet. Selon ce qu'a confirmé au *Devoir* le cabinet du ministre de l'Environnement, David Heurtel, toute la question du transport de pétrole au Québec doit être traitée dans le cadre de l'évaluation environnementale stratégique (EES) portant sur les hydrocarbures.

Cette EES, lancée l'an dernier, a toutefois hérité d'un vaste mandat. Elle porte en effet sur l'ensemble de la filière fossile au Québec. Elle inclut donc tous les projets d'exploration pétrolière et gazière, que ce soit en milieu terrestre ou en milieu marin, mais aussi les dossiers de transport de pétrole par pipeline, par bateau et par train.

Le comité qui mène présentement cette EES est par ailleurs présidé par des représentants du gouvernement, qui doivent s'assurer de l'«objectivité» de la démarche. Son rapport doit être déposé cet automne, en vue du dépôt de loi

qui encadrera toute la filière des énergies fossiles au Québec.

Or, cette EES ne comprend pas pour le moment de consultations publiques comme celles que mènerait, par exemple, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement. En fait, selon ce qui a été précisé par le gouvernement Couillard au moment de l'annonce de l'EES, «une consultation publique en ligne sera menée par le comité directeur avant la publication du rapport final».

Au cabinet du ministre Heurtel, on a toutefois indiqué que des rencontres publiques se tiendront «au cours de l'automne 2015». «Leur forme sera annoncée en temps et lieu par les membres du comité directeur de l'EES», a-t-on précisé. Si Québec décide de mener des «rencontres» publiques dans le cadre de l'EES, cela constituera un changement de cap par rapport à ce qui avait été prévu au départ.

Le Parti québécois a déjà demandé au gouvernement de mandater le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement pour qu'il étudie le projet de transport de pétrole vers Belledune. Mais le gouvernement Couillard n'a pas donné de suite à cette demande.

Le Devoir

ÉNERGIE EST

Un pas de plus vers les forages et les levés sismiques

ALEXANDRE SHIELDS

Le gouvernement Couillard a franchi une étape importante en vue d'autoriser TransCanada à mener des travaux au Québec dès cet été dans le cadre de son projet de pipeline Énergie Est. Il vient de publier la liste des «experts» choisis par le ministère de l'Environnement pour «approuver» les exigences de Québec pour les travaux de forage et de levés sismiques prévus au cours des prochaines semaines.

Avant même que ne débute l'évaluation du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) pour le projet Énergie Est, TransCanada souhaite en effet mener des travaux sur le terrain dans le but de finaliser le tracé des 700 kilomètres du pipeline qui traversera le territoire québécois.

Pour finaliser ce tracé, la pétrolière compte réaliser des forages en milieu terrestre, mais aussi des levés sismiques en milieu terrestre et aquatique. Les informations sur la nature exacte des travaux et les lieux où ils seront menés n'étaient pas disponibles au moment d'écrire ces lignes. Le ministre de l'Environnement David Heurtel s'est toutefois engagé à rendre publiques ces informations.

Par voie de communiqué, M. Heurtel a aussi annoncé la composition du comité d'experts, qui devra formuler «un avis scientifique afin d'approuver les exigences de réalisation des travaux préliminaires de TransCanada».

Ce comité est présidé par le biologiste Ghislain Chouinard, présenté comme un «chercheur sur les ressources halieutiques du sud du golfe du Saint-Laurent» et «l'auteur de nombreux rapports techniques et publications. Il a également accumulé 35 années d'expérience à Pêches et Océans Canada». Le comité compte aussi un

chercheur spécialisé en géophysique expérimentale, un spécialiste des bassins versants et un expert en forages.

Projet de port

Fait à noter, le ministère de l'Environnement a souligné dans son communiqué que le comité pourra «compter sur l'expertise de l'Institut Maurice-Lamontagne (IML) dans le domaine des sciences de la mer, notamment pour les éléments concernant les mammifères marins».

Il faut dire qu'après avoir abandonné son projet de construire un port pétrolier dans la pouponnière de bélugas du Saint-Laurent, TransCanada est toujours à la recherche d'un site sur le Saint-Laurent pour construire son port. Si l'expertise de l'IML était sollicitée, cela signifierait que la pétrolière albertaine logne du côté des rives de l'estuaire pour la construction de son port.

Les travaux de TransCanada seront menés avant que ne débute l'évaluation environnementale du projet par le BAPE. Selon ce qu'a déjà indiqué le gouvernement Couillard, l'étude québécoise ne tiendra pas compte des émissions de gaz à effet de serre émis par la production du pétrole des sables bitumineux qui coulera dans le pipeline. Un peu plus de 400 millions de barils couleront chaque année dans ce tuyau.

Selon le tracé préliminaire du pipeline, le tuyau d'un mètre de diamètre traverserait 641 cours d'eau au Québec. Le pipeline traversera en outre de nombreux secteurs agricoles, mais aussi le territoire de plusieurs dizaines de municipalités. Avec ce projet, le plus important du genre en développement en Amérique du Nord, plus du tiers de la production des sables bitumineux passera en sol québécois d'ici cinq ans.

Le Devoir

ALBERTA

Cinq millions de litres de produits pétroliers déversés

Calgary — Environ cinq millions de litres d'un mélange de bitume, de sable et d'eau se sont déversés d'un pipeline appartenant à l'entreprise Nexen sur son site de Long Lake, dans le nord-est de l'Alberta. Nexen, qui a été rachetée par le géant énergétique chinois CNOOC en 2013, a précisé que la zone

affectée par le déversement couvre environ 16 000 mètres carrés, principalement sur le trajet du pipeline. L'entreprise et l'Agence de réglementation de l'énergie (AER) de l'Alberta ont déclaré qu'il était trop tôt pour dire ce qui pourrait avoir causé la fuite que Nexen dit avoir découverte mercredi après-midi. Peter Murchland, un porte-parole de l'AER, a affirmé jeudi que la fuite avait été maîtrisée et que «la source du déversement a été stoppée». Une partie, situé à près de Fort McMurray, a aussi été fermée.

La Presse canadienne

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2015-07-15

649 11 18 38 26 40 43 46 49 06 20 26 40 37 43 46

Prochain gros lot (approx.) : 35 000 000 \$
1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$
90022271-01

Extra 0075723

LOTO MAX + MAXMILLIONS

Ce soir, 55 MILLIONS \$ + 30 LOTS DE 1 MILLION \$ (approx.)

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Sophie DOWNS

Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne

ADULTES · COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE

514-861-0630
VIEUX-MONTRÉAL

ABAT-JOUR ILLIMITÉS
LAMP SHADES

OBTENEZ 20% de rabais sur TOUS nos abat-jour et 40% de rabais sur TOUS nos pieds de lampes

Présenté ce coupon au moment de l'achat. Excluant les commandes. Aucun ajustement de prix sur les commandes ou achats antérieurs. Valable du 17 juillet au 31 octobre 2015.

- Plus de 5,000 abat-jour en magasin.
- Le plus grand choix au Canada.
- Service de recouvrement sur mesure.
- Apportez votre pied de lampe pour un ajustement parfait.

Montréal : 4875, Jean-Talon Ouest · (514) 344-8555 · 1 (866) 747-8555
Laval : 2267, boul. Le Corbusier · (450) 682-8280
www.abatjourillimites.ca

LE DEVOIR

MUOV CONDOS ROSEMONT

PHASE 1 DERNIÈRE CHANCE
LIVRAISON AUTOMNE 2015

Rendu artistique à titre indicatif seulement.

GRANDES UNITÉS
GRAND RABAIS!

POUR UN TEMPS LIMITÉ JUSQU'À 55 000 \$*
SUR NOS CONDOS DE PRESTIGE,
PENTHOUSES ET MAISONS URBAINES

* Certaines conditions s'appliquent. Rabais proposé basé sur le prix du Penthouse 802. Cette offre peut être retirée à tout moment sans préavis. Voir les détails au bureau des ventes.

MOI, J'MUOV À ROSEMONT!

- PRÈS DE LA PROMENADE MASSON
- FACE AU PARC DU PÉLICAN
- CHALET URBAIN AVEC TERRASSE SUR LE TOIT

BUREAU DES VENTES
5200, RUE MOLSON,
MONTRÉAL (QC) H1Y 0A7
(COIN BOUL. SAINT-JOSEPH)

muvcondos.com
514 506 4999

ACTUALITÉS

Tableau noir

CHRISTIAN RIOUX
à Paris

Les anciens appelaient ça le « fatum ». On pourrait aussi dire la prédestination, le destin, la fatalité. Les Arabes ont aussi leur « mektoub » qui désigne ce qui a été écrit avant même de se produire. La différence, aujourd'hui, c'est que ces prophéties ne sont plus dans les textes sacrés, mais dans le journal.

Voilà les mots qui me sont venus à l'idée en lisant dans la presse qu'en ces temps de restrictions budgétaires, le gouvernement québécois avait gaspillé 240 millions de dollars afin de doter les écoles québécoises de tableaux numériques. Comme Monsieur Jourdain dans *Le bourgeois gentilhomme*, les chroniqueurs préfèrent évidemment parler de « tableaux interactifs ». Quand ils ne poussent pas le ridicule jusqu'à élever ces derniers au niveau d'objets « intelligents ». Mais, passons.

Une très sérieuse étude de l'Université de Montréal vient en effet de démontrer que la décision prise par le gouvernement de Jean Charest de doter toutes les classes du Québec de ce gadget électronique n'a servi à rien. Les chercheurs, qui ont interrogé 6000 élèves et 400 professeurs, expliquent que ces joujoux à 7000 \$ pièce n'ont d'interactif que le nom, qu'ils plantent régulièrement et ne servent finalement qu'à projeter des images. Comme les bons vieux projecteurs d'antan ! Même les élèves ne semblent guère impressionnés puisqu'ils ont déjà à la maison des écrans plus performants.

Le plus étonnant dans cette enquête, c'est qu'il a fallu une vaste étude pour répéter ce que tant de professeurs avaient dit et redit depuis 2011. Il suffit de relire les déclarations des syndicats d'enseignants et les lettres aux journaux pour conclure en effet que tout cela était écrit. Et fort bien écrit.

Mais peu importent les enquêtes, l'illusion technologique ne souffre pas la contradiction. Notre premier ministre a donc aussitôt réaffirmé sa foi numérique en réitérant que le programme serait maintenu en l'état, tant il est vrai que l'État technocratique préférera toujours investir dans des machines plutôt que dans une solide formation des maîtres. On pourrait presque croire que se cache dans cette illusion technologique le rêve secret d'une école-machine qui pourrait enfin se passer des professeurs.



Consolons-nous, le Québec n'est pas le seul à sacrifier à cette nouvelle religion. La France elle aussi vient de se donner un nième « Plan numérique pour l'école ». Il s'agit notamment de doter tous les élèves du secondaire de tablettes tactiles à partir de l'an prochain.

Récemment, le professeur de lettres Loys Bonod est allé vérifier comment les élèves déjà équipés de ces tablettes personnalisées ce que les pédagogues nomment pompeusement leur « environnement personnel d'apprentissage ». Sa démarche n'a rien de scientifique puisqu'il a simplement pigé au hasard dans les tablettes des élèves. Qu'y a-t-il découvert ? Deux ou trois logiciels éducatifs à côté d'une soixantaine de... jeux ! Oui, des jeux comme Pixel Gun, Sonic Dash et Trial Racing.

Loys Bonod est cet enseignant qui avait, il y a quelques années, tendu un piège à ses élèves. Il avait introduit plusieurs inventions de son cru dans des fiches Wikipédia avant de demander à ses élèves de faire une recherche sur les mêmes sujets. Évidemment, ses élèves avaient retranscrit textuellement dans leurs copies les aberrations que leur professeur avait introduites sur Internet.

Au fond, ironise Loys Bonod, avec ces tablettes tactiles, « l'élève a compris, bien avant ses professeurs (à part les plus innovants d'entre eux) que l'école devait aujourd'hui devenir ludique. » De nombreux pédagogues ne vont-ils pas jusqu'à promouvoir l'utilisation de jeux électroniques dans l'enseignement, notamment en histoire, afin de développer certaines « compétences » ?

Comme si le grand problème de l'enseignement aujourd'hui n'était pas d'abord celui de la capacité de concentration des élèves. La plupart des problèmes de lecture sont liés à cette difficulté qui va croissant, en particulier dans les milieux populaires. Or, il suffit d'écouter la télévision et de surfer sur Internet 15 minutes pour saisir combien l'environnement technologique, obéissant à la logique du marketing, n'est généralement destiné qu'à aguicher l'utilisateur afin qu'il s'éparpille toujours un peu plus.

Or, « surfer » exige des habiletés qui sont à l'exact opposé de celles que réclame l'étude. Celui qui surfe se laisse guider par son intuition. Il se contente de butiner en effleurant les choses. Il s'agit, en faisant d'ailleurs des « activités », et se noie dans l'immédiateté des choses. Au contraire, celui qui étudie ne s'intéresse qu'à la démarche rationnelle qui le mène au but. Il se concentre pour aller au fond des choses fuyant l'agitation du monde pour mieux le comprendre.

Il ne s'agit pas d'interdire l'ordinateur à l'école, ce qui serait illusoire. Mais de comprendre qu'il ne peut y avoir d'éducation sans une lutte de tous les instants contre l'environnement ludique que crée la technologie et qui pousse chacun de nous à se disperser toujours un peu plus. On pourrait même dire que c'est le défi de notre époque. Pour le relever, le tableau noir et la craie suffisent amplement.

LA ROMAINE

Les Innus doivent négocier, dit Québec

MARCO BÉLAIR-CIRINO
à St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador
KARL RETTINO-PARAZELLI

Le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, presse la communauté de la réserve de Nutashkuan de privilégier la voie de la négociation à celle de la confrontation, qui est vouée à l'échec.

« Il faut choisir dans la vie. On choisit la voie de la négociation ou on choisit la voie de la confrontation. La voie de la négociation risque de réussir, celle de la confrontation ne réussira pas », a-t-il déclaré en marge du Conseil de la fédération jeudi après-midi.

Le ministre responsable des Affaires autochtones, Geoffrey Kelley, avait demandé en début de journée au chef Rodrigue Wapistan de lever la barricade bloquant l'accès au mégachantier de La Romaine, à proximité de Havre-Saint-Pierre. Il a appelé le leader de la communauté innue à « retourner à la table [des négociations] ». Personne ne veut revivre la crise d'Oka, qui, « il y a 25 ans, n'a fait que des victimes », a-t-il souligné lors d'un impromptu de presse.

M. Wapistan a posé une condition : un tête-à-tête avec le premier ministre Philippe Couillard, à Havre-Saint-Pierre, afin de trouver une issue au bras de fer entre Nutashkuan et Hydro-Québec. Les protestataires estiment que la société d'État bafoue leurs droits territoriaux sur la Côte-Nord en « mett[ant] en péril » l'environnement avec son mégaprojet hydroélectrique.

Le chef du gouvernement québécois n'a pas acquiescé à sa demande. « Ce n'est pas à moi de dire aux Innus qui serait leur représentant. Ce n'est pas à eux de [dire] qui sera notre représentant », a fait valoir M. Couillard. « C'est impossible. Si tout le monde commence à bloquer des routes pour avoir accès au premier ministre... la société ne peut pas fonctionner comme ça », a affirmé de son côté M. Kelley.

Les Innus persistent

Sans tarder, les Innus ont fait savoir au gouvernement Couillard qu'ils bloqueront l'accès au chantier de la Romaine jusqu'à ce que le premier ministre accepte de les rencontrer en personne. « Nous avons suffisamment perdu notre temps à discuter avec les fonctionnaires d'Hydro-Québec et du gouvernement sur des questions qui nous touchent et sur lesquelles nous devrions avoir les pleins pouvoirs, a fait valoir le chef Wapistan. Le non-respect par Hydro-Québec de l'entente Nane-messu-Nutashkuan conclue en 2008 avec notre communauté n'est qu'un des exemples de la mauvaise foi du gouvernement à notre égard. »

La société d'État répond que cette entente — confidentielle — est respectée et que des discussions sont actuellement en cours avec une entreprise de la communauté pour confier des travaux à venir.

Le ministre responsable des Affaires autochtones a qualifié de « minimes » les impacts du barrage de la route menant au chantier d'Hydro-Québec sur la rivière La Romaine. « À court terme, pas sûr qu'il y ait des coûts liés à ça », a-t-il dit.

De son côté, la porte-parole d'Hydro-Québec Marie-Elaine Deveault a indiqué que les travailleurs qui voulaient quitter le chantier jeudi ont pu le faire. « C'est certain que plus le temps va passer, plus les impacts pourraient se faire sentir », a-t-elle précisé.

Si elle le souhaite, Hydro-Québec pourrait ordonner le démantèlement de la barricade grâce à une injonction valide jusqu'en septembre, précise M^{me} Deveault. Aucune démarche n'a été faite en ce sens pour l'instant.

« Une injonction d'Hydro-Québec ne ferait qu'attiser notre colère et notre détermination. Ce dossier est de nature politique, pas juridique », a réagi le chef Rodrigue Wapistan.

Par ailleurs, le ministre Kelley s'expliquait mal la levée de boucliers des Innus de Nutashkuan. Les négociations entre la nation innue et le gouvernement du Québec vont « bon train », a-t-il soutenu. « On fait beaucoup avec les Innus actuellement », a poursuivi M. Couillard, disant du même souffle être disposé à conclure avec les représentants innus une entente de gestion forestière calquée sur celle avec les Cris.

M. Kelley s'est engagé à relire l'Entente Nane-messu-Nutashkuan conclue entre la communauté et le gouvernement en juillet 2008 « pour s'assurer que les obligations [y figurant] ont été respectées ».

Le Secrétariat aux affaires autochtones et le ministère de la Sécurité publique demeureront en « contact constant » aussi longtemps que les barricades tiendront, a-t-il précisé.

Le Devoir



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Lucila Guerrero, mère d'un jeune garçon lui aussi autiste asperger, raconte être partagée entre la tristesse et la frustration devant cette situation.

Les autistes veulent se faire entendre

Le groupe de travail créé par la ministre Ambrose ne compte aucune personne autiste

JESSICA NADEAU

Autiste et fondatrice du groupe Aut'Créatif, Lucila Guerrero dénonce le double discours de la ministre fédérale de la Santé Rona Ambrose. Cette dernière vient d'annoncer la création d'un groupe de travail sur les troubles du spectre autistique sans avoir, dans ses rangs, une seule personne autiste.

« Il s'agit d'une situation injuste : ceux qui disent défendre l'inclusion de personnes autistes devraient commencer par les inclure dans leurs équipes de travail », écrit Lucila Guerrero et Antoine Ouellette dans une lettre envoyée à la ministre cette semaine.

« Nous célébrons toute initiative en faveur des personnes autistes et des familles. Pourtant, nous sommes profondément tristes par l'absence complète de personnes autistes dans ce groupe. Cette situation est absurde si on tient compte du fait que les mieux placés pour parler des besoins des autistes sont les autistes eux-mêmes [...]. Pourquoi n'avons-

nous aucune place dans ce groupe ? Est-ce que vous trouveriez correct et sain que votre voisin parle en votre nom, de vos besoins, pour vous aider, sans vous consulter ? »

En entrevue au *Devoir*, l'artiste de 48 ans, mère d'un jeune garçon lui aussi autiste asperger, raconte être partagée entre la tristesse et la frustration devant cette situation. « Malgré tout ce qu'on fait, il reste encore tellement de chemin à faire pour être reconnu. »

Oubli

Et le chemin est long, raconte M^{me} Guerrero. Très long. « Ça fait longtemps qu'on parle d'autisme. Mais on pensait à l'époque que les personnes autistes n'étaient capables de rien. On les mettait dans des institutions. Elles étaient condamnées. Aujourd'hui, on sait qu'elles sont capables de s'exprimer, qu'elles peuvent donner des conférences et écrire des livres, mais on a l'habitude de ne pas faire appel à elles. On les oublie. »

Selon elle, c'est clairement « un

oubli » de la part de la ministre Rona Ambrose de ne pas être allée chercher une voix autiste. Elle évoque également un « manque d'informations » à défaut d'un manque de sensibilité. « Peut-être qu'elle pense encore qu'une personne autiste n'est pas capable de s'exprimer ou d'apporter quelque chose d'intelligent. Il y a beaucoup de mythes qui sont encore très répandus. »

Dans sa lettre, Lucila Guerrero interpelle la ministre directement en lui réclamant des explications. « Nous nous questionnons à propos de vos raisons de ne pas avoir fait appel à nos idées, nos capacités et notre engagement si le but est de trouver un front commun pour défendre nos droits. »

Consultations

Impossible de poser la question à la ministre jeudi, son attachée de presse n'a pas rendu les appels du *Devoir*. Mais dans le communiqué de presse qui a été publié le 8 juillet par le gouvernement du Canada, on y indique que « le groupe de travail

sur les troubles du spectre autistique (TSA) réunit un large éventail d'intervenants du Canada, notamment des représentants d'organismes clés assurant la prestation de services aux personnes atteintes d'autisme et à leur famille, des professionnels de la santé spécialisés dans les soins et les traitements, ainsi que des chercheurs dont les découvertes permettent de répondre à des questions complexes concernant les TSA. »

On pouvait également y lire que le groupe de travail mènera des « consultations auprès d'une large gamme d'intervenants, y compris ceux touchés par les TSA. »

Au bout du fil, Lucila Guerrero hésite un instant. Croit-elle sincèrement que sa lettre va changer quelque chose et que la ministre va réviser la composition du groupe qu'elle dirige pour y inclure au moins une personne autiste ? « On garde espoir, mais je ne sais pas. C'est déjà arrivé qu'on reçoive des réponses dans le passé, on verra bien. »

Le Devoir

ACTUALITÉS

BALEINE NOIRE

Deux nouvelles carcasses repérées dans le golfe du Saint-Laurent

FLORENCE SARA
G. FERRARIS

Après la baleine noire de l'Atlantique Nord retrouvée morte au large de Percé à la fin du mois de juin, deux nouvelles carcasses de la même espèce ont été repérées dans le golfe du Saint-Laurent, l'une non loin de Gaspé le 9 juillet et une autre à un peu plus de 35 kilomètres des côtes des îles de la Madeleine, le 13 juillet.

Des images aériennes captées dans le secteur de la Gaspésie par Pêches et Océans Canada ont été transmises à Urgences mammifères marins. Les prises de vue laissent voir une baleine — celle aperçue au large de Gaspé — dans un état de décomposition avancé. Elle n'a toutefois pas été revue depuis. « Ce spécimen était en très mauvais état », précise la coordonnatrice du centre d'appels Urgences mammifères marins du Groupe de recherche et d'éducation sur les mammifères marins (GREMM), Josiane Cabana. Elle était ouverte et pourrait très bien avoir coulé depuis son signalement.

Les choses sont un peu différentes pour celle repérée près des côtes des îles de la Madeleine. Un peu plus tôt cette semaine, l'équipage du voilier RoterSand a croisé le corps du mammifère marin, ce qui a permis aux chercheurs de l'identifier comme étant n° 3923, une jeune femelle née en 2009. La baleine était donc âgée de six ans, alors que cette espèce vit au moins 75 ans en temps normal.

À l'heure actuelle, le GREMM



La carcasse repérée près des îles de la Madeleine a été identifiée comme étant celle de la baleine baptisée n° 3923 par l'aquarium de New England, une jeune femelle âgée de six ans (notre photo).

a procédé à une modélisation afin d'établir la trajectoire que suivra probablement la carcasse. Selon les prévisions du groupe, la baleine devrait finir par s'échouer sur les côtes des îles de la Madeleine. « Le plan sera alors de prélever des échantillons et de documenter visuellement le décès », ajoute la spécialiste de l'observation de ces animaux.

Hypothèses?

Selon la coordonnatrice, il est toutefois trop tôt pour avancer des hypothèses quant aux causes de décès des deux baleines repérées dans les dernières semaines. Elle souligne cependant que cette espèce

est souvent victime d'empêchement et de collision. En effet, la baleine noire est surnommée la « baleine urbaine » parce qu'elle fréquente assidûment des secteurs où les activités maritimes sont importantes, ce qui augmente les risques de se faire frapper par un navire.

Dans le cas du premier animal repéré cet été, la nécropsie effectuée par les vétérinaires de l'Université de Montréal n'a pas permis de déterminer les causes du décès. « Les organes étaient dans un état de décomposition avancé lorsque nous avons finalement réussi à la récupérer », explique Josiane Cabana.

Selon la coordonnatrice, il n'est pas encore possible de faire des liens entre les trois décès. « Nous ne pouvons pas affirmer que ces événements sont liés, indique-t-elle. Par contre, il est tout à fait légitime de se poser des questions, surtout lorsqu'on connaît la particulière situation de cette espèce. »

La baleine noire est une espèce en voie de disparition, sa population ne s'élevant qu'à environ 500 individus. La situation précaire de l'espèce a fait en sorte que de nombreuses mesures de protection ont été mises en place au cours des dernières années.

Le Devoir

INCONDUITE SEXUELLE

Deuxième enquête éthique pour le sénateur Meredith

Ottawa — Le comportement du sénateur conservateur Don Meredith, aujourd'hui indépendant, fera l'objet d'une deuxième enquête du Bureau du conseiller sénatorial en éthique, à la suite cette fois d'une « évaluation » du traitement qu'il réserve à ses proches collaborateurs.

M. Meredith, nommé au Sénat par Stephen Harper en 2010, faisait déjà l'objet d'une enquête du Bureau du conseiller en éthique à la suite de la publication d'un article du *Toronto Star*, le mois dernier, qui alléguait que le sénateur aurait eu des contacts sexuels avec une adolescente de 16 ans. Le sénateur Meredith a alors quitté le caucus conservateur pour siéger comme indépendant, en attendant la suite des procédures au Sénat, mais plusieurs de ses collègues — aussi bien libéraux que conservateurs — ont réclamé depuis sa démission.

Judi matin, le président du Sénat, Leo Housakos, qui préside aussi le comité directeur du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration de la chambre haute, a annoncé dans un bref communiqué que le comité avait reçu mardi le « rapport d'évaluation du milieu de travail du bureau du sénateur » qu'avait demandé en février dernier son prédécesseur, Pierre Claude Nolin.

Au vu de ce « rapport d'évaluation », le comité directeur a conclu qu'il était « impératif de transmettre le dossier à la conseillère sénatoriale en éthique », Lyse Ricard, a indiqué le sénateur Housakos. M. Meredith a été informé de cette

décision et recevra copie du rapport du comité sénatorial.

Le rapport d'évaluation n'a pas été rendu public, mais certaines sources indiquaient à La Presse canadienne mercredi soir que six anciens membres du personnel du bureau du sénateur torontois avaient raconté à des enquêteurs externes qu'ils ont subi du harcèlement en milieu de travail. Ils ont soutenu que le sénateur Meredith usait envers eux d'intimidation, qu'il était très impoli et que son attitude générale n'était pas du tout professionnelle. Certains ont parlé de harcèlement psychologique, d'autres de demandes irrationnelles formulées par le sénateur à son personnel.

Aucune des allégations contenues dans le rapport d'évaluation n'a été prouvée, et selon nos sources, aucune des personnes rencontrées ou citées par les enquêteurs indépendants n'a voulu porter plainte formellement contre le sénateur. Si le Bureau du conseiller en éthique devait blâmer M. Meredith, le Sénat pourrait lui imposer des sanctions allant d'excuses publiques jusqu'à la suspension sans solde de la Chambre haute.

Deux ans avant sa nomination au Sénat, M. Meredith avait tenté en vain d'obtenir l'investiture conservatrice pour une élection complémentaire dans la circonscription de Toronto-Centre.

Par ailleurs, il n'a pas du tout été épinglé par le vérificateur général dans son rapport de juin dernier sur les dépenses de certains sénateurs.

La Presse canadienne

Téléphone : 514 985-3322
Télécopieur : 514 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel :
petitesannonces@ledevoir.com

I • N • D • E • X
REGROUPEMENTS DE RUBRIQUES

100 • 199 IMMOBILIER RÉSIDENTIEL
100 - 150 Achat-vente-échange
160 - 199 Location

200 • 299 IMMOBILIER COMMERCIAL
200 - 250 Achat-vente-échange
251 - 299 Location

300 • 399 MARCHANDISES

400 • 499 OFFRES D'EMPLOI

500 • 599 PROPOSITIONS D'AFFAIRES
ET DE SERVICES

600 • 699 VÉHICULES

LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI
DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 514-985-3322
Télécopieur: 514-985-3340
petitesannonces@ledevoir.com
Conditions de paiement : cartes de crédit

AMERICAN EXPRESS MASTER CARD VISA

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

WESTMOUNT
Le 4300 De Maisonneuve

Adresse prestigieuse et renommée. Appartements rénovés luxueux 1, 2, 3 et 4 chambres, vues à couper le souffle! 3 électroménagers, chauffage, eau chaude et air climatisé inclus, service de conciergerie 24h, voitures, salle d'exercice, bibliothèque.

APPELEZ MAINTENANT!
Bureau ouvert tous les jours.
www.4300demaisonneuve.com
(438) 968-1120
demaisonneuve@realstar.ca

4300

FONDATION JEUNES ET SOCIÉTÉ

LES ENFANTS DU MONDE
ONT BESOIN DE VOTRE AIDE

▲ comme coopérant
▲ comme bénévole
▲ comme donateur

(514) 387-2541, poste 240

Nous vous aiderons à les aider
www.monde.ca

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

2255 Lambert-Closse (Bureau de location)
Pour un temps limité : promotion

Adresse prestigieuse. À proximité des musées, des boutiques, des galeries, des restaurants et du métro Atwater. Grands logements exceptionnels avec plafonds hauts, foyers au bois et salle de conditionnement physique.

À VOIR ABSOLUMENT!
www.haddonhall.ca
Ouvert 7 jours / sem. 438-968-1119
www.realstar.ca

HADDON HALL

AHUNTSIC - 3 1/2
Haut duplex, pl. bois, les entrées.
Puits de lumière. Près ts services.
Balcon. Non-fum. Libre.
745\$ 514 518-6779

ROSEMONT, H-duplex réno point.
5 1/2, 900 p.c., solarium, balcon.
1 c.c., cuis./s. à m., salon,
1 pce (bureau/boudoir) Entrée
lav/séch. Idéal seul/seule/couple.
Non-fum. Pas d'animaux. Ref.
890\$. Libre. 514 722-8064

164 CONDOMINIUMS À LOUER

Quartier Angus - Luxueux 4 1/2
Condo neuf, 1 000 p.c. Ascenseur,
balcon. Inclus : laveuse, sècheuse,
lave-vaiss, cuisinière et frigo.
1 300\$ Stationnement inclus.
514 231-8677 Claude

CDN - FACE aux HEC, bas
3plex sur 2 étages, 2 gr. CAC,
2 SDB, électros haut-de-gamme.
2 000\$.MLS15602827. G. Houle,
Sutton, 514-292-4515.

DISCRIMINATION INTERDITE

La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

MILE-END - Esplanade
Grand 6 1/2, r.d.c. avec cour.
Rénové, 1000 p.c. 2 c.c. + bureau
+ s. de lav. Pl. bois franc.
Chauf. élec. Maison très tranquille.
Libre. 1 550\$ 514 273-4950

MILE-EX - 2 chambres à louer
ds 6/2, Parc, coin Beaubien.
300\$ par mois ch. Ter août.
438-398-7798 438-384-3957.

OUTREMONT - 190 Willowdale
3 1/2 - 4 1/2 réno Près métro UdeM
Chauffés, eau ch., poêle/frigo, asc.
514 738 5663 - 514 735-5331

OUTREMONT - 5, Vincent d'Indy
112, 312, 412 rénovés
près métro, UdeM, Poêle/frigo.
Chauffé, eau chaude. Ascenseur.
514 737-8055 514 735-5331

170 HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER

PARIS
Atelier-loft meublé,
LIBRE JUILLET et AOÛT.
Équipé, 2 chambres, ensoleillé,
calme, sur allée privée,
table à l'extérieur sous les arbres.
Sympathique quartier de Belleville.
Métro Télégraphe (15 min. de Châtelet). 2800\$/mois (800\$/sem).
33.1.40.30.09.14
riouxchristian@yahoo.com
http://riouxchristian.e-monsite.com/

PARIS VII - XV Champ-de-Mars
Site exceptionnel - 2 1/2 rénové 08
Tt équipé, très ensoleillé. Sur Jardin
Sem/mois 514 272-1803

170 HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER

PROVENCE
Vallée du Rhône
Maison de village dans le quartier médiéval de Nyons.
2 c.c. 2 s. de b. Toute équipée.
Terrasse ensoleillée. Internet.
www.bonnevisite.ca/nyons
mariehalarie@gmail.com

307 LIVRES ET DISQUES

Librairie Bonheur d'Occasion
achète à domicile livres de qualité
en tout genre. 514 914-2142
1317, ave du Mont-Royal Est

340 ARTICLES DE SPORT

BOWFLEX RÉVOLUTION
exerciceur de sport maison, neuf et
dans la boîte d'origine fermée.
À vendre 2 300 \$ Négociable.
438 338-6862

405 SANTÉ ET SERVICES COMMUNAUTAIRES

ASSISTANTE DE MEDECIN

Exp. en cabinet médical préférable. Travail avec la clientèle. Bon jugement. Salaire selon qualifications et expérience.
Cv : Gynécologues et ass.
235 René-Lévesque Est, suite 100
Montréal, Qc H2X 1N8

515 INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR BOGUE OU RALENTIT ?
Mise à jour et réparation
P.C., Mac et portables.
10 ans d'exp. Service à domicile.
514 573-7039 Julien

SLA : 3 lettres du mot paralysie

La SLA vous enlève TOUT, sauf votre lucidité

Aidez-nous à vaincre cette maladie mortelle qui tue 3 Québécois par semaine !

SOCIÉTÉ DE LA SCLÉROSE LATÉRALE AMYOTROPHIQUE DU QUÉBEC (SLA-Québec)

(514) 725-2653
1-877-725-7725 (sans frais)

700 ANNIVERSAIRES ET MARIAGES

700 ANNIVERSAIRES ET MARIAGES

NOUVELLES RUBRIQUES

Soulignez les heureux événements de la vie

Anniversaires, mariages, naissances, félicitations, etc.

514 985-3322 ou petitesannonces@ledevoir.com

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

Communiquez avec Le Mémoriel Pour publier un ou des :

- Avis de décès • Faire-part
- Remerciements • Condoléances
- Anniversaires • Hommage
- In memoriam

Le Mémoriel
1855, rue Du Havre,
Montréal, Qc, H2K 2X4
Télé: 514 525-1149
Télé.: 514 525-7999
necrologie@lememoriel.com

Le mémoriel

AVIS DE DÉCÈS

Boucher G. Réal
1926-2015

G. Réal Boucher, ingénieur, fils de feu Clovis Boucher et feu Eugénie Cormier, est décédé paisiblement le mercredi 8 juillet 2015, à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont.

Il laisse dans le deuil son épouse adorée depuis 66 ans, Huguette Doyon, ses enfants tant aimés, ses filles, Marie Carole (Pierre Meunier), Sylvie (André Rhéaume), son fils Sylvain (Anne-Marie Beaudoin), ainsi que ses petits-enfants, Marie, Pascale, Vincent, Laurence et Philippe, ses arrière-petites-filles, Jasmine et Aïx, plusieurs neveux et nièces ainsi que de nombreux amis.

Né à Québec, Réal Boucher a complété ses études en génie mécanique à l'Université McGill. Il a été pendant près de quatre décennies un témoin et un acteur significatif du développement énergétique du Québec. Il a débuté sa carrière en énergie hydraulique et, à l'âge de 35 ans, dirigeait les centrales hydrauliques de Rapide-Blanc et de La Trenché. Il a évolué vers l'énergie thermique et nucléaire où il a respectivement conçu et administré la première centrale thermique au Québec et été étroitement associé à la conception et la construction de la première centrale nucléaire au Québec. Il a notamment dirigé l'intégration des anciennes compagnies privées au sein d'Hydro-Québec et été le premier directeur général de l'Énergie du Ministère des Richesses naturelles, nouvelle direction générale créée pour établir une politique de l'Énergie au Québec. Par la suite vice-président Québec d'AECIL il a terminé sa carrière dans l'entreprise privée.

Sa famille a toujours été au centre de sa vie et sa grande priorité. Il y a consacré tout son amour et dévouement. Ses dernières paroles auront été des mots d'amour.

D'une grande rigueur et curiosité intellectuelle, son charisme, sans sens de la pédagogie, sa générosité et son exemple ont su inspirer plusieurs carrières scientifiques. Lecteur scientifique vorace, l'astronomie, les sciences physiques, l'allemand, la pêche et le golf étaient ses centres d'intérêt.

La famille recevra parents et amis, le samedi 18 juillet 2015 de 13h00 à 15h00 au:

Complexe Funéraire Mont-Royal
1297, Chemin de la Forêt
Outremont, Québec H2V 2P9
(514) 279-6540
www.mountainroyalcm.com

Une cérémonie à sa mémoire aura lieu à 15h00 en la chapelle du complexe.

Au lieu de fleurs, un don à sa mémoire à la fondation de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont serait apprécié.

QUAND LA TOXICOMANIE PREND TOUTE LA PLACE

faites les premiers pas
(514) 928-9202
www.portage.ca

PORTAGE
Pour vivre et évoluer

ACTUALITÉS

Pour une reconnaissance du profilage politique

SARAH R. CHAMPAGNE

Le profilage politique doit être reconnu comme un problème par les services policiers et le public en général, affirme la Ligue des droits et libertés. Lucie Lemonde, l'une de leurs porte-parole, croit que les documents du SPVM sur la création du projet GAMMA peuvent participer à cette reconnaissance.

Le *Devoir* révélait jeudi que le « Guet des activités des mouvements marginaux et anarchistes » avait comporté plusieurs éléments s'apparentant

à du profilage. Des documents obtenus par un doctorant en sociologie, Pascal Dominique-Legault, en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, indiquaient notamment une liste informelle de groupes considérés comme marginaux. Une note à usage interne pointait aussi directement la population étudiante comme un bassin de recrutement. M. Dominique-Legault distingue dans ces documents de préparation du projet GAMMA un climat problématique de suspicion généralisée.

M^{me} Lemonde accueille fa-

vorablement cette analyse du profilage politique, confirmé selon elle par le plus récent rapport de la Ligue, « *Manifestations et répressions* ». On peut entre autres y lire que sur les 46 arrestations de masse réalisées entre 2011 et 2014, les trois quarts se sont produites lors d'une manifestation étudiante. « *C'est clairement lorsqu'on arrête un manifestant non pas pour ce qu'il fait mais pour ce qu'il est* », résume-t-elle.

Cette professeure au Département de sciences juridiques de l'UQAM plaide donc pour

une reconnaissance du profilage politique, au même titre que celui racial ou social. « *Il aura fallu beaucoup d'études pour que ces deux types soient identifiés, mais la Commission des droits de la personne les a finalement définis* », affirme-t-elle optimiste.

Elle note aussi une certaine indifférence de la population, « *comme si tous les manifestants étaient des casseurs et que leur détention, leur fouille étaient légitimes* », déplore-t-elle finalement.

Le Devoir

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

La place des femmes dans les cursus

SARAH R. CHAMPAGNE

L'Université de Montréal est la seule université de la métropole à ne pas offrir d'études féministes. « *Comme si on considérait que les femmes étaient un thème parmi tant d'autres, il n'y a ni programme ni chaire de recherche* », déplore Sophie Coulombe. Pour combler ce manque, elle a mis sur pied l'Université d'été féministe avec l'aide de ses consœurs.

Parler de l'égalité femmes-hommes leur apparaissait une nécessité, mais aussi se questionner sur la place donnée aux femmes dans les cursus universitaires. M^{me} Coulombe a elle-même commencé à se définir comme féministe en arrivant sur les bancs universitaires. Aujourd'hui étudiante à la maîtrise en sociologie, elle relève que « *les auteurs classiques sont des hommes, l'histoire est écrite par des hommes, les perspectives qu'on nous présente sont celles des hommes* ». La contribution des femmes à la construction des savoirs est beaucoup moins visible.

L'intérêt des étudiants se fait pourtant sentir, selon le comité organisateur. Deux colloques printaniers « *Le féminisme prend sa place à l'UdeM* » en 2014 et 2015 avaient attiré une masse critique d'étudiantes (et un peu moins d'étudiants). Un espace de réflexion et de débat important aussi pour le corps enseignant : « *Beaucoup de professeurs travaillaient dans leurs départements respectifs sur les féminismes et ne se connaissaient même pas!* » rapporte la future sociologue.

Le nombre d'universitaires qui choisissent un cursus

d'études féministes serait d'ailleurs en augmentation, du moins du côté de l'Institut Simone de Beauvoir de Concordia. Un réseau informel travaillerait à la conception d'un programme d'études féministes de l'autre côté de la montagne, si l'on en croit l'étudiante. En attendant, « *l'Université de Montréal ne répond pas à cet engouement, alors on a décidé de prendre les choses en main* », dit Sophie Coulombe.

Un engouement qui aurait à voir avec un certain regain du féminisme dans les dernières années, dont le plus récent sursaut fut cette vague de dénonciations d'agressions sexuelles sur les réseaux sociaux.

Les sujets présentés jusqu'au 3 août dans le cadre de cette école d'été gratuite sont variés. De l'éthique animale à l'obstétrique, en passant par le *boys' club* en politique ou la nographie, les perspectives féministes peuvent servir de lunette d'approche de tous les thèmes selon M^{me} Coulombe. « *J'ai par exemple été agréablement surprise de savoir que des interprétations féministes de la Bible ou du Coran existaient* », cite-t-elle.

Sur leur affiche à l'esthétique rappelant *King Kong*, du moins son gigantisme qui flotte sur la ville, une femme retire la tour de l'Université de Montréal. Dans tous les corridors de l'établissement, on chuchote que la tour en question serait un symbole phallique, voire de domination du savoir masculin. « *Tant et aussi longtemps qu'il n'y aura pas une présence féministe à l'Université de Montréal, je pense que ça vaut la peine de subvertir le symbole* », s'amuse M^{me} Coulombe.

Le Devoir

L'ombudsman de l'UdeM attire l'attention sur la santé mentale des étudiants

SARAH R. CHAMPAGNE

De plus en plus d'étudiants souffrent de problème de santé mentale. L'ombudsman de l'Université de Montréal, Pascale Descary, demande ainsi d'accroître le soutien en la matière.

Dans son rapport annuel 2013-2014, déposé récemment au Conseil de l'Université, elle recommande notamment de former le personnel afin de pouvoir mieux les dépister et ainsi éviter qu'ils se retrouvent « *en bout de piste* ».

Le constat d'une augmentation des cas est d'ailleurs partagé par l'Association des ombudsmans des universités du Québec et de l'Association des universités et collèges du Canada. « *Tous confirment que le phénomène est en hausse, c'est une tendance* », indique M^{me} Descary.

Résultats vacillants, absences répétées, comportements inhabituels: l'ombudsman voudrait que les membres du personnel soient en mesure de repérer les signes d'une santé mentale défaillante. « *Il faut améliorer l'arrimage entre ce qui se passe au point de vue scolaire et les personnes qui se trouvent au quotidien avec les étudiants, bien placées pour reconnaître ces signes* », explique-t-elle.

Plusieurs gestionnaires formulent eux-mêmes cette demande: « *Ils ne savent pas toujours comment composer, comment réagir avec ces étudiants* ». Les personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale ont souvent du mal à respecter le parcours scolaire, à prendre des arrangements avec leurs professeurs ou encore à abandonner leur cours avant l'échec.

C'est que l'ombudsman reçoit dans son bureau les étudiants qui ne savent plus à quelle ressource s'adresser. Un cas type? « *Un étudiant qui*



MICHAËL MONNIER LE DEVOIR

L'ombudsman de l'Université de Montréal voudrait que les membres du personnel soient en mesure de repérer les signes d'une santé mentale défaillante chez les étudiants.

a frappé à toutes les portes, pas toujours au bon moment, il s'est peut-être mis à dos beaucoup de monde, il est émotionnellement très tendu, il ressent parfois de l'agressivité.

Pascale Descary fait donc figure de dernier recours pour nombre d'entre eux. Comme dans le reste de la population, les jeunes universitaires ont du mal à admettre leurs problèmes de santé mentale et tardent à consulter. Mais une difficulté a tôt fait de contaminer les autres sphères de la vie, selon M^{me} Descary, qui observe un certain effet boule de neige.

« *Il faut prendre la situation plus tôt, avant qu'elle ne devienne irrécupérable* », résume M^{me} Descary. D'où la recommandation de créer un groupe de travail afin d'établir un plan stratégique pour travailler davantage en amont. Ce groupe de travail établirait également un protocole d'intervention, pouvant

comprendre un plan d'action soumis à l'étudiant lui-même.

Des services qui débordent

De nombreuses ressources existent déjà à l'Université de Montréal, dont ceux de consultation psychologique. La demande est cependant très forte, et le temps d'attente est long avant le début des consultations. Une étudiante, qui préfère garder l'anonymat, a dû attendre quatre mois et demi avant de rencontrer un psychologue pour une série de 20 séances. « *Je faisais de l'anxiété après un retour aux études, j'avais beaucoup de mal à voir l'avenir de façon positive* », confie-t-elle.

Un premier rendez-vous survient rapidement lui avait permis de faire le point sur la situation, et de s'assurer que sa sécurité n'était pas menacée. On l'avait ensuite avisé des longs délais pour les consultations psychologiques. Elle

trouve surtout que le nombre de séances est peu élevé pour stabiliser une situation.

Le Centre de santé et de consultation psychologique (CSCP) de l'UdeM n'a pas été en mesure d'indiquer le nombre d'étudiants reçus en thérapie chaque année.

Pascale Descary a aussi consacré un rapport spécial cette année aux problèmes particulièrement aigus vécus par les résidents en médecine. La famille d'une étudiante en médecine de l'Université de Montréal, qui avait mis fin à ses jours en 2011, avait demandé à la Faculté de médecine d'offrir davantage de soutien aux résidents. Un autre épisode dramatique, le suicide d'Emilie Marchand l'automne dernier, avait ravivé l'urgence de se pencher sur la détresse psychologique et l'épuisement des étudiants-médecins.

Le Devoir

Quatre marines sont tués par balle au Tennessee

Chattanooga — Un homme armé a ouvert le feu dans deux établissements militaires, jeudi, dans le Tennessee, tuant au moins quatre marines et blessant un soldat et un policier, ont indiqué des responsables. Le présumé tireur a aussi été tué. Les autorités ont fait le point en milieu d'après-midi. Le maire de la localité de Chattanooga, Andy Berke, a parlé d'un « *cauchemar* » pour la ville, disant qu'il y avait eu cinq morts, dont le tireur, et quelques blessés. Le procureur américain Bill Killian a soutenu que les responsables abordaient ces attaques comme un « *acte de terrorisme intérieur* », bien que l'agent du FBI responsable, Ed Reinhold, eut affirmé que les autorités tentaient encore d'établir le mobile du crime. Un responsable américain parlant sous le couvert de l'anonymat a identifié le tireur comme étant Muhammad Youssef Abdulazeez, 24 ans, de Hixton, au Tennessee. Il serait né au Koweït, bien qu'on ignore s'il s'agissait d'un citoyen américain ou koweïtien.

Associated Press

COLORADO

James Holmes déclaré coupable

Centennial — Le jury a déclaré coupable de meurtre prémédité James Holmes, responsable d'une tuerie dans un cinéma du Colorado. Le jury a pris sa décision jeudi, après une journée et demie de délibérations. Les procédures sur la peine s'amorceront, et les jurés entendront des témoignages et devront déterminer s'il doit écopier de la prison à vie sans possibilité de libération conditionnelle, ou s'il doit être condamné à mort. Holmes, âgé de 27 ans, avait plaidé non coupable pour cause d'aliénation mentale dans la fusillade en 2012 ayant tué 12 personnes et blessé 70 autres. Holmes s'était faufilé dans la salle sombre d'une première du plus récent film de la série *Batman*, et avait ouvert le feu. Ses avocats ont argué qu'il était aux prises avec un épisode psychotique. Les jurés ont entendu des témoignages pendant près de trois mois. S'il avait été déclaré non coupable pour cause d'aliénation mentale, il aurait été confiné indéfiniment dans un hôpital psychiatrique.

Associated Press



Photoreportage

AMOURS MÉTISSÉES

Elle vient de Chine, il est né à Boston. Il arrive du Cambodge, elle est du Portugal. En tissant leur relation amoureuse, ils ont aussi marié leurs cultures. Notre photoreporter Jacques Nadeau est allé à la rencontre de ces couples métissés pour lesquels les questions d'identité se déclinent au quotidien.

À LIRE DEMAIN
TEXTE ET PHOTOS DE
JACQUES NADEAU.

POUR LE TEXTE
ET LE CONTEXTE

LE DEVOIR

Visites libres

CE DIMANCHE DE 14 H À 16 H • 514 985-3322 • PETITESANNONCES@LEDEVOIR.COM



QUARTIER DES ARTS ET SPECTACLES
VISITES LIBRES
DIMANCHE DE 13h À 16h

BUREAU DES VENTES
2122 ST-DOMINIQUE
19 condos à partir de 199 000\$!! 1 à 3 CAC!
Condominiums St-Dominique! Impressionnant
monument architectural!
Promotions incroyables sur place!
YVAN DUPAS
514-787-1234
Courtier immobilier, Plateau Immobilier inc.



RIMOUSKI
171, RUE DU FLEUVE
Magnifique maison impérisable. Près du Centre-ville, situé en bord de mer, idéale pour kayakiste ou « surf kiting ».
399 900 \$ - MLS # 11988943
MICHELINE SIMPSON
418 724-9500
Courtier Immobilier, Royal LePage
Inter-Québec de Rimouski



POUR ANNONCER
DANS CETTE SECTION
VEUILLEZ CONTACTER
LES PETITES ANNONCES
AU 514 985-3322

ÉCONOMIE

Rona acquiert les 20 magasins franchisés de son réseau

ROSS MAROWITS

Le spécialiste de la rénovation Rona a décidé d'éliminer sa structure de magasins franchisés en rachetant les 20 établissements qui étaient exploités de la sorte depuis l'entrée du détaillant dans le secteur des magasins-entrepôts, il y a 20 ans. Ce changement devrait lui permettre de mieux concurrencer ses grands rivaux américains, a-t-il estimé jeudi.

La société établie à Boucherville a expliqué qu'elle rachetait ainsi 18 magasins franchisés au Québec et deux autres dans la région d'Ottawa pour un montant non précisé. Ceux-ci comprennent 17 magasins de grande surface et trois magasins de plus petite taille. Après la

transaction, Rona détendra 233 magasins corporatifs et plus de 275 magasins affiliés au Canada, exploités sous diverses bannières.

«La concurrence à laquelle nous sommes confrontés dans le commerce de détail de grande surface est exclusivement corporative, alors cela nous donne l'habileté de réagir plus rapidement aux promotions, d'être plus proactifs au chapitre du développement à travers le Québec, et cela est plus efficace pour l'ensemble pour la compagnie», a expliqué le vice-président exécutif au détail, Luc Rodier, lors d'un entretien. Rona a allégé ses activités ces trois dernières années, dans le but de réduire ses coûts et de renouer avec les profits malgré les difficultés de l'environnement du commerce de détail.

Selon M. Rodier, la migration vers une structure semblable à celle de ses rivaux ne vise pas à préparer Rona pour une éventuelle vente.

Les franchisés avaient approché la société il y a six mois au sujet d'une vente. La transaction fait en outre suite au rachat de cinq autres emplacements franchisés depuis 2005. Chacun des 79 magasins Rona à grande surface sera détenu à part entière par la société à la suite de la transaction. Au total, les magasins franchisés de Rona comptent 2600 employés et génèrent des ventes annuelles de plus de 500 millions.

Selon M. Rodier, la transaction ne touchera pas les employés et elle passera largement inaperçue aux yeux des consommateurs. «Pour les

communautés locales, il n'y a que très peu de changement à part la propriété. Les équipes de direction locales resteront en place, le service restera le même et l'offre de produits restera celle de Rona.»

L'acquisition permettra aussi à Rona d'incorporer les ventes et profits des 20 magasins à ses propres résultats financiers.

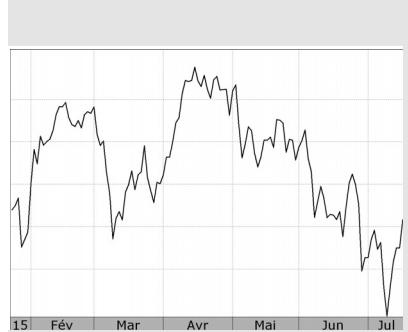
Mais l'analyste Irène Nattel, de RBC Marchés des capitaux, a indiqué que même si la transaction simplifiera le modèle d'affaires de Rona, elle ne changera pas grand-chose aux défis auxquels est confronté le détaillant. «Avec les difficiles perspectives pour le marché de l'habitation canadien et la modeste croissance des dépenses des consommateurs, nous croyons qu'il sera ardu pour Rona de générer une croissance soutenue des revenus une fois passée la période actuelle des comparaisons faciles», a-t-elle écrit dans un rapport.



La Presse canadienne

RYAN REMIORZ LA PRESSE CANADIENNE

MARCHÉS BOURSISERS

TORONTO
S&P TSX14 731,08 ▲ +68,80
+0,5%New York
S&P 5002124,29 ▲ +16,89
+0,8%NASDAQ
5163,18 ▲ +64,24
+1,3%DOW JONES
18 120,25 ▲ +70,08
+0,4%PÉTROLE
50,91
-0,50 \$US
-1,0%OR
1143,90
-3,50 \$US
-0,3%DOLLAR CANADIEN
77,10
-0,30 \$US
-0,4%1\$US = 1,2970
70,89+0,23 EURO
1 EURO = 1,4107

Titre Symbole Fermeture Variation (%) Volume (000)

LES INDICES DE LA BOURSE DE TORONTO

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (%)	Volume (000)
S&P TSX	SPTT14731.08	68.80	0.47	155608
S&P TX20	TX20	571.48	1.39	0.24
S&P TX60	TX60	863.48	4.90	0.57
S&P TX60 Cap.	TX6C	954.83	5.41	0.57
Cons. de base	TTCS	470.88	2.58	0.55
Cons. discrv@.	TTCD	186.64	-1.14	-0.61
v'énergie	TTEN	195.55	-0.69	-0.35
Finance	TTFS	248.26	1.89	0.77
Aurif@re	TTGD	143.58	-1.09	-0.75
Santv@	THC	149.19	1.32	0.89
Tech. de l'info	TTTK	50.79	0.64	1.28
Industrie	TTIN	180.82	0.92	0.51
Matv@riaux	TTMT	206.07	-1.32	-0.64
Immobilier	TTRE	292.94	2.56	0.88
TV@lv@coms	TTTS	134.45	0.31	0.23
Sev. collect.	TTUT	222.62	4.70	2.16
Mv@taux/minerals	TTMN	628.59	-16.36	-2.54

TSX CROISSANCE

TSX Venture JX 638.74 -3.77 -0.59 56579

ENTREPRISES DE CONSOMMATION DISCRÉTIONNAIRE

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (%)	Volume (000)
Alim. Couche-Tard	ATD.B	57.31	-0.09	-0.16
Canadian-Tire	CTC.A	133.73	0.48	0.36
Cogeco	CCA	71.50	1.90	2.73
Corus	CJR.B	14.14	-0.84	-5.61
Groupe TVA	TVA.B	4.93	-0.12	-2.38
Jean Coutu	PJCA	20.08	0.04	0.20
Lobl	L	67.42	0.36	0.54
Magna	MG	69.68	-2.54	-3.52
Metro	MRU	35.53	0.30	0.85
Quebecor	QBR.B	30.13	-0.26	-0.86
Rona	RON	15.16	0.01	0.07
Saputo	SAP	29.71	0.11	0.37
Shaw	SJR.B	27.60	0.32	1.17
Shoppers Drug Mart	SC	60.83	0.00	0.00
Tim Hortons	THI	99.00	0.00	0.00
Transat A.T.	TRZ.B	7.97	-0.10	-1.24
Yellow Media	Y	17.63	-0.41	-2.27

ÉNERGIE

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (%)	Volume (000)
Cameco	CCO	17.21	-0.38	-2.16
Canadian Natural	CNQ	32.96	-0.03	-0.09
Canadian Oil Sands	COS	8.56	-0.10	-1.15
Enbridge	ENB	59.41	0.90	1.54
EnCana	ECA	12.33	-0.15	-1.20
Enerplus	ERF	10.30	-0.02	-0.19
Pengrowth Energy	PGF	2.72	-0.06	-2.16
P@ntroliv@re Impv@riale	IMO	47.09	-0.02	-0.04
Suncor Energy	SU	35.24	0.08	0.23
Talisman Energy	TLM	9.67	0.00	0.00
TransCanada	TRP	52.00	0.63	1.23
Valenc	VNR	16.31	-0.09	-0.55

FINANCIÈRES

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (%)	Volume (000)
B. CIBC	CM	92.42	0.90	0.98
B. de Montrv@al	BMO	75.52	0.42	0.56
B. Laurentienne	LB	47.73	0.09	0.19
B. Nationale	NA	46.83	0.09	0.19
B. Royale	RY	77.91	0.66	0.85
B. Scotia	BNS	64.93	0.81	1.26
B. TD	TD	53.30	0.59	1.12
Brookfield Asset	BAM.A	46.75	0.78	1.70
Cominar Real	CUF.UN	18.25	0.10	0.55
Corp. Fin. Power	PWF	35.68	0.08	0.22
Fin. Manuvie	MFC	23.73	0.19	0.81
Fin. Sun Life	SLF	42.84	0.01	0.02
Great-West Lifeco	GWG	37.24	0.19	0.51
Industrielle All.	IAG	40.68	-0.08	-0.20
Power Corporation	POW	32.53	0.12	0.37
TMX	X	50.98	0.03	0.06

INDUSTRIELLES

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (%)	Volume (000)
Air Canada	AC	13.00	-0.25	-1.89
Bombardier	BBD.B	1.97	0.07	3.68
CAE	CAE	14.72	0.14	0.96
Canadian Pacific	CP	203.21	0.92	0.45
Chemin de fer CN	CNR	76.73	0.15	0.20
SNC-Lavalin	SNC	44.38	0.47	1.07
Transcontinental	TCLA	14.90	0.10	0.68
TransForce	TFI	25.21	0.20	0.80

ENTREPRISES DE MATÉRIAUX

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (%)	Volume (000)
Agrium	AGU	136.49	0.58	0.43
Barrick Gold	ABX	11.98	-0.49	-3.93
Goldcorp	G	20.34	-0.10	-0.49
Kinross Gold	K	2.64	0.04	1.54
Mines Agnico-Eagle	AEM	34.56	-0.25	-0.72
Potash	POT	37.76	0.14	0.37
Teck Resources	TCK.B	11.74	-0.23	-1.92

SERVICES PUBLICS

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (%)	Volume (000)
Fortis	FTS	38.36	1.16	3.12
TransAlta	TA	9.68	0.15	1.57

TECHNOLOGIE

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (%)	Volume (000)
BlackBerry	BB	10.10	-0.03	-0.30
CGI	GIB.A	52.25	0.95	1.85

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (%)	Volume (000)
BCE	BCE	55.12	0.43	0.79
Bell Aliant	BA	31.66	0.00	0.00
Rogers	RCLB	44.82	-0.18	-0.40
Telus	T	44.97	0.20	0.45

FONDS NÉGOCIÉS EN BOURSE

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (%)	Volume (000)
iShares DEX	XBB	31.93	0.01	0.03
iShares MSCI	XEM	28.41	0.44	1.57
iShares MSCI EMU	EZU	39.06	0.37	0.96
iShares S&P 500	XSP	24.53	0.22	0.90
iShares S&P/TSX	XIC	23.33	0.13	0.56

LES PLUS ACTIFS DE LA BOURSE DE TORONTO

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (%)	Volume (000)
FIRST QUANTUM	FM	14.67	-0.95	-6.08
SLEEP COUNTRY	ZZZ	16.15	-0.85	-5.00
ENCANNA CORP	ECA	12.33	-0.15	-1.20
ROYAL BANK OF	RY	77.91	0.66	0.85
BARRICK GOLD CORP	ABX	11.98	-0.49	-3.93
TORONTO DOMINION	TD	53.30	0.59	1.12
HB NYMEX CL BULL	HOU	6.77	-0.13	-1.88
CRESCENT POINT	CPG	22.80	-0.30	-1.30
MANULIFE FINANCIAL	MFC	23.73	0.19	0.81
MAGNA INTL INC	MG	69.68	-2.54	-3.52

LES GAGNANTS EN %

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (%)	Volume (000)
DOMINION DIAMOND	DDC	16.91	0.95	5.95
LABRADOR IRON ORE	LIF	14.43	0.80	5.87
STUDENT TRANS INC	STB	5.95	0.31	5.50
SILVER STANDARD	SSO	8.14	0.38	4.90
FIRST MAJESTIC	FR	5.96	0.27	4.75
CANAM GROUP INC	CAM	14.44	0.57	4.11
KIRKLAND LAKE GOLD	KGI	5.34	0.21	4.09
CANACCORD GENUITY	CF	7.38	0.28	3.94
NORTHWEST HEALTH	NWH.UN	8.21	0.31	3.92
MILESTONE	MST.UN	13.40	0.48	3.72

LES PERDANTS EN %

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (%)	Volume (000)
ABSOLUTE SOFTWARE	ABT	8.02	-0.93	-10.39
FIRST QUANTUM	FM	14.67	-0.95	-6.08
CORUS	CJR.B	14.14	-0.84	-5.61
SLEEP COUNTRY	ZZZ	16.15	-0.85	-5.00
BAYTEX ENERGY CORP	BTE	15.88	-0.73	-4.39
PERFORMANCE SPORTS	PSG	23.37	-0.98	-4.02
MEG ENERGY CORP	MEG	16.61	-0.69	-3.99
BARRICK GOLD CORP	ABX	11.98	-0.49	-3.93
PARAMOUNT RES LTD	POU	24.92	-0.92	-3.56
MAGNA INTL INC	MG	69.68	-2.54	-3.52

LES GAGNANTS EN \$

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (%)	Volume (000)
VALEANT	VRX	310.05	5.25	1.72
COGECO CABLE INC	CCA	71.50	1.90	2.73
WESTON GEORGE LTD	WN	104.45	1.55	1.51
EMPIRE CO LTD	EMP.A	92.12	1.25	1.38
EMERA INC	EMA	42.99	1.20	2.87
FORTIS INC	FTS	38.36	1.16	3.12
SIERRA WIRELESS	SW	33.89	0.97	2.95
DOMINION DIAMOND	DDC	16.91	0.95	5.95
CGI GROUP INC	GIB.A	52.25	0.95	1.85
LP UNITS	BEP.UN	37.68	0.94	2.56

LES PERDANTS EN \$

Titre	Symbole	Fermeture	Variation (%)	Volume (000)
MAGNA INTL INC	MG	69.68	-2.54	-3.52
LINAMAR CORP	LNR	79.95	-1.82	-2.23
PERFORMANCE SPORTS	PSG	23.37	-0.98	-4.02
FIRST QUANTUM	FM	14.67	-0.95	-6.08
ABSOLUTE SOFTWARE	ABT	8.02	-0.93	-10.39
PARAMOUNT RES LTD	POU	24.92	-0.92	-3.56
TOURMALINE OIL	TOU	35.27	-0.85	-2.35
SLEEP COUNTRY	ZZZ	16.15	-0.85	-5.00
CORUS	CJR.B	14.14	-0.84	-5.61
VERMILION ENERGY	VET	47.30	-0.83	-1.72

Consultez toutes les cotes boursières sur www.decisionplus.com

INDICES QUÉBÉCOIS				
Indice	Fermeture	var. pts	var. %	
IQ30	2282,10	+11,10	+0,49	

ÉCONOMIE

La mort du projet européen

Les tenants de la ligne dure à l'égard de la Grèce veulent en faire un exemple, selon Yvan Allaire

GÉRARD BÉRUBÉ

Yvan Allaire joint sa plume à toutes ces analyses associant le troisième plan d'« aide » financière consenti à la Grèce à une mise sous tutelle. À ses yeux, le « sauvetage » non viable imposé la fin de semaine dernière pourrait signifier la fin de la zone euro. Le professeur émérite à l'UQAM va plus loin : « Les protagonistes de la ligne dure envers la Grèce [...] ont possiblement signé l'arrêt de mort du projet européen. »

Dans une petite étude d'une dizaine de pages cosignée avec Mihaëla Firsiroiu, professeure de stratégie à l'École des sciences de gestion de l'UQAM, Yvan Allaire dresse un sombre bilan d'une « union monétaire viciée », et accorde du poids au scénario de « Grexit ». Il reprend le constat voulant que l'opération de sauvetage de 2012 « avait pour but premier d'éliminer — ce qui était le réel pouvoir de négociation de la Grèce — le risque qu'un défaut de la Grèce provoque une crise dans tout le système financier et bancaire européen, comme ce fut le cas en 2008 avec la faillite de Lehman » Brothers.

Le deuxième programme d'« aide » financière consenti à la Grèce a fait passer la dette grecque détenue par les banques et les investisseurs privés de 206 milliards d'euros, en février 2012, à 60 milliards dix mois plus tard. « Près de 80 % des fonds avancés par les institutions de l'Union européenne et le FMI ont servi à racheter les dettes détenues par des intérêts privés et à renflouer le capital des banques touchées [...]. Dès lors, un défaut éventuel de la Grèce (et même une sortie de la zone euro) n'aurait pas de grande conséquence à court terme sur le système financier européen et mondial. »

Les signataires de l'étude reprennent la thèse voulant que les protagonistes de la ligne dure envers la Grèce veuillent intimider les pays « qui oseraient résister aux directives fiscales de la Commission [européenne] et de ses instances ». Ce faisant, « ils ont possiblement signé l'arrêt de mort du projet européen ».

Dans l'immédiat, « de toute évidence, certains membres de l'Union européenne souhaitent que la Grèce prenne la décision de sortir de l'euro, puisqu'aucune disposition de l'union monétaire ne lui permet d'expulser un pays de l'Eurozone ».

Dettes non viables

Yvan Allaire rappelle que même le FMI, « naguère si inflexible à ce sujet », évoque désormais un allègement de la dette grecque.

Judi, le secrétaire américain au Trésor, Jacob Lew, a également souligné « l'importance de rétablir la viabilité de la dette grecque lors des prochaines négociations », au cours d'une visite en France et en Allemagne. Il reprenait l'évaluation du FMI jugeant la dette grecque « totalement non viable » et exhortant les Européens à l'alléger massivement par un rééchelonnement ou un effacement partiel.

Dans une étude soumise le week-end dernier aux négociateurs, le Fonds monétaire international invitait la zone euro à en faire plus. « La dette de la Grèce ne peut désormais être viable qu'avec des mesures d'allègement de la dette qui vont beaucoup plus loin que ce que l'Europe a envisagé de faire jusque-là. » Elle approchera les 200 % du PIB de la Grèce dans les deux prochaines années, contre 103 % en 2007.

Mais au-delà, le FMI estime qu'une dégradation de la situation en Grèce pourrait requérir des « financements exceptionnels supplémentaires des Européens » au-delà des 85 milliards d'euros de trou budgétaire envisagé.

Avec l'Agence France-Presse
Le Devoir



LOUISA GOULIAMAKI AGENCE FRANCE-PRESSE

À Athènes, des ouvriers installent une nouvelle vitrine en façade d'un grand magasin au lendemain d'une manifestation contre l'austérité imposée à la Grèce.

Athènes pourra souffler un peu

La Grèce devrait obtenir de l'argent frais pour rembourser la BCE, qui a relevé le plafond des prêts d'urgence aux banques

ESTELLE PEARD

à Francfort

Après le vote houleux de premières réformes, la Grèce pouvait caresser l'espoir jeudi de remplir rapidement ses caisses, et a obtenu une bouffée d'air pour ses banques de la part de la BCE, ralliée à un allègement de la dette.

Dans la foulée d'un vote nocturne du Parlement grec, qui a mis sur les rails des réformes en tant que gage de bonne volonté et au prix de fortes tensions politiques, elle a reçu le soutien appuyé du président de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, pour trouver un moyen d'alléger sa dette, une nécessité « indiscutable ». Un soutien de poids, mais impuissant à enrayer la détérioration de la situation politique en Grèce, où des élections anticipées pourraient très probablement avoir lieu d'ici à octobre, a jugé jeudi le ministre de l'Intérieur, Nikos Voutsis.

Le vote a en tout cas satisfait les ministres des Finances de la zone euro, qui ont donné leur aval jeudi à l'ouverture de négociations officielles pour un plan d'aide de plus de 80 milliards d'euros, dont le principe avait été approuvé en début de semaine.

Presque plus important encore dans l'immédiat, les 28 pays de l'UE se dirigeaient vers un accord sur un financement relais permettant à la Grèce, exsangue, de toucher de l'argent dans les tout prochains jours pour faire face aux dépenses courantes et à un gros remboursement de 4,2 milliards d'euros à la BCE lundi.

Prenant acte de toutes ces avancées, le conseil des gouverneurs de la BCE, qui avait une réunion ordinaire à Francfort, a relevé de



DANIEL ROLAND AGENCE FRANCE-PRESSE

Le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, a ajouté sa voix à ceux qui appellent à un allègement de la dette grecque.

900 millions d'euros le plafond des prêts d'urgence ELA, bouée de sauvetage des banques grecques. « Les conditions d'un relèvement d'ELA sont à nouveau réunies », a dit M. Draghi. Le desserrement de la bride pour les banques, fermées depuis le 29 juin, pourrait leur permettre de rouvrir, mais cette décision appartient à la Grèce.

Le Parlement grec doit voter la semaine prochaine d'autres pans des réformes promises, et la BCE devrait gonfler encore un peu plus les volumes d'ELA à chaque avancée de ce type, notait

Holger Schmieding, analyste de Berenberg, évoquant « la carotte » tenue par M. Draghi.

Des doutes

Il subsiste néanmoins « des interrogations sur la volonté et la capacité (du gouvernement grec) à mettre en œuvre les réformes promises, a reconnu M. Draghi, pour lequel « il sera du ressort du gouvernement grec » de lever ces doutes.

Les Européens devraient entrer dans le vif du sujet des négociations sur une troisième aide une fois obtenu vendredi l'aval des députés du Bundestag, la chambre basse du parlement allemand, qui doit mandater son gouvernement pour négocier. Même si la chancelière Angela Merkel fait face à de plus en plus de grogne dans son camp conservateur, le feu vert de l'assemblée est assuré.

En revanche, pour l'Allemagne, la question d'une réduction de la dette de la Grèce, qui atteint 180 % du PIB reste particulièrement sensible. Le Fonds monétaire international a fait sensation mardi en semblant lier sa participation au prochain programme d'aide à un allègement de la dette grecque par les Européens, qui la détiennent en grande majorité. Cela pourrait passer soit par des allongements de maturité spectaculaires, soit par une réduction pure et simple, une option inenvisageable du point de vue de Berlin.

« Un véritable effacement de la dette est incompatible avec le fait d'appartenir à l'union monétaire », a réaffirmé jeudi le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble.

Avec Mathilde Richter à Berlin
Agence France-Presse

PRÉVISIONS

Le huard risque de perdre encore quelques plumes, selon des économistes

ÉRIC DESROSIERS

Le dollar canadien n'est pas près de se replumer, craint la Banque Nationale.

Le choc pétrolier, le manque de tonus de l'économie canadienne, les faibles taux d'intérêt de sa banque centrale, l'incertitude entourant le résultat des élections fédérales à venir, la vigueur du dollar américain... Tout semble concourir, ces temps-ci, à l'affaiblissement de la devise canadienne, ont observé jeudi les économistes Stéphane Marion et Krishen Rangasamy dans une mise à jour des prévisions de la Banque Nationale en matière de taux de change. « Le huard traverse une tempête et ne manquera pas d'y laisser quelques plumes », disent-ils dans une révision à la baisse de leurs projections pour la prochaine année.

Depuis l'été dernier, la devise canadienne a perdu près de 20 % de sa valeur par rapport au billet vert américain, chutant d'environ 94 ¢ US à 78,5 ¢ en début de semaine. Elle a encore reculé depuis, n'étant plus qu'à 77,10 ¢ jeudi. Les économistes de la Banque Nationale s'attendent à ce que le huard descende encore pour s'établir aux alentours de 74 ¢ au début de l'année prochaine et reste dans ces parages au moins jusqu'au début de l'automne 2016.

La liste des facteurs qui plombent le dollar ca-



PAUL CHIASSON LA PRESSE CANADIENNE

nadien est longue. De ceux-ci, le plus souvent cité est la chute des prix mondiaux avec lesquels doit composer le secteur pétrolier canadien. La conclusion d'une entente avec l'Iran sur le développement pacifique de sa filière nucléaire ne fera rien pour arranger les choses, parce qu'elle annonce aussi le retour de son or noir sur le marché. Il n'y a pas que le pétrole canadien qui se vend moins cher, la plupart des autres matières

premières qu'il exporte aussi, en raison du ralentissement de la croissance mondiale, notamment en Chine.

Comme l'économie du Canada ne va pas très fort, sa banque centrale a annoncé mercredi qu'elle abaissait de nouveau ses taux d'intérêt, réduisant d'autant l'attrait de la devise auprès des investisseurs, et par conséquent sa valeur. Or, « les nouvelles projections de croissance [éco-

nomique canadienne] laissent entrevoir que la Banque du Canada compte maintenir une politique monétaire très accommodante pendant un certain temps encore », disent Stéphane Marion et Krishen Rangasamy.

Pendant ce temps, l'autre devise à laquelle on compare toujours le huard, le dollar américain, se porte plutôt bien et devrait continuer à se porter de mieux en mieux. L'économie des États-Unis devrait en effet « rebondir fortement », disent les économistes de la Banque Nationale, et cela amènera sa propre banque centrale à faire le contraire de la plupart des autres, c'est-à-dire entamer le resserrement de sa politique monétaire.

Si comparer aide à se consoler, les Canadiens se consoleront peut-être en constatant l'ampleur de la dégringolade de l'euro. Encore aux alentours de 1,40 \$US il y a moins de deux ans, la devise européenne est passée sous la barre du 1,10 \$ et se dirige inexorablement vers une parité avec le dollar américain d'ici la fin de l'année prochaine, prédisent Marion et Rangasamy. « L'accord conclu entre la Commission européenne et la Grèce n'était rien d'autre que le renvoi du problème à plus tard, estiment-ils. La prolongation de cette comédie européenne n'a pas d'issue positive pour la zone euro et sa monnaie. »

Le Devoir

ÉDITORIAL

CONSEIL DE LA FÉDÉRATION 2015

Stratégie piégée ?

Malgré le changement de discours du gouvernement Couillard quant au projet Énergie Est ainsi que ses efforts pour verdir le projet de Stratégie canadienne de l'énergie, celle-ci demeure sans doute piégée. Comme l'est la plupart du temps l'interprovincialisme dans cette fédération.

Depuis quelques mois, Philippe Couillard a heureusement mis fin à son discours que l'on pourrait qualifier de « gratitude » à l'égard du projet d'oléoduc Énergie Est. L'interminable tuyau partirait de l'Alberta et devrait traverser près de 5000 km du Dominion pour aller porter du pétrole issu des sables bitumineux dans les raffineries de l'extrême Est. Souvenons-nous qu'en septembre, le premier ministre expliquait que le Québec, bénéficiaire de la pérennité, devait accepter de contribuer à l'économie canadienne en laissant passer le tuyau en question. Depuis, heureusement, son argumentaire a évolué. En novembre, son gouvernement posait sept conditions à TransCanada pour son projet Énergie Est, dont une évaluation environnementale sur la portion québécoise, et le fait que le projet doit « générer des retombées économiques et fiscales pour tout le Québec, notamment en matière de création d'emplois ».

Celles-ci étaient à peu près calquées sur ce que la Colombie-Britannique avait exigé d'un projet similaire. Heureusement que le gouvernement Couillard a été placé devant cet exemple. Aurait-il autrement continué dans la voie de la « gratitude » ? Les risques pour les bélugas — devenus officiellement espèce menacée — l'ont aussi aidé à se ressaisir. Cette semaine d'ailleurs, M. Couillard osait dire, aux côtés de la première ministre albertaine en visite à Québec, que « le fait d'être un lieu de transit du pipeline » n'était pas un argument économique suffisant pour que le Québec approuve le projet. L'« ingratitude » doit être saluée. Nul besoin d'être un génie de la négociation pour comprendre que lorsque quelqu'un réclame de passer sur votre terrain, vous avez un rapport de force. (Surtout lorsqu'il ne peut passer ailleurs...)



ANTOINE ROBITAILLE

C'est avec cela en tête que Québec a préparé les pourparlers autour de la Stratégie canadienne de l'énergie. Avant d'arriver à Terre-Neuve cette semaine, le gouvernement du Québec avait, les mois précédents, renforcé sa position en resserrant ses liens avec l'Ontario (pour recréer le Canada central; on se souviendra du discours de Philippe Couillard à Queen's Park). Il a convaincu le gouvernement Wynne de participer à la Bourse du carbone avec la Californie. Se sont ajoutées, quelques jours avant la rencontre de Terre-Neuve, les déclarations de M. Couillard au sujet d'Énergie Est, évoquées plus haut.

La plupart du temps, l'issue de la réunion annuelle du Conseil de la fédération est à peu près décidée d'avance. Cette année, il semble y avoir une réelle négociation autour de la Stratégie canadienne de l'énergie. Et le résultat sera connu vendredi. C'est l'ancienne première ministre albertaine Alison Redford qui avait lancé l'idée d'une telle stratégie il y a trois ans. Le mot « énergie » est devenu au Canada une sorte d'euphémisme pour parler du pétrole. Et la stratégie en question avait pour objectif premier, essentiel, d'aider l'Alberta à construire des oléoducs qui permettront d'exporter son or noir issu des sables bitumineux. L'ébauche du texte de la Stratégie, obtenu par les médias, fait comprendre que celle-ci a toujours comme principe central d'accélérer les évaluations afin de donner au plus vite un verdict aux promoteurs d'oléoducs.

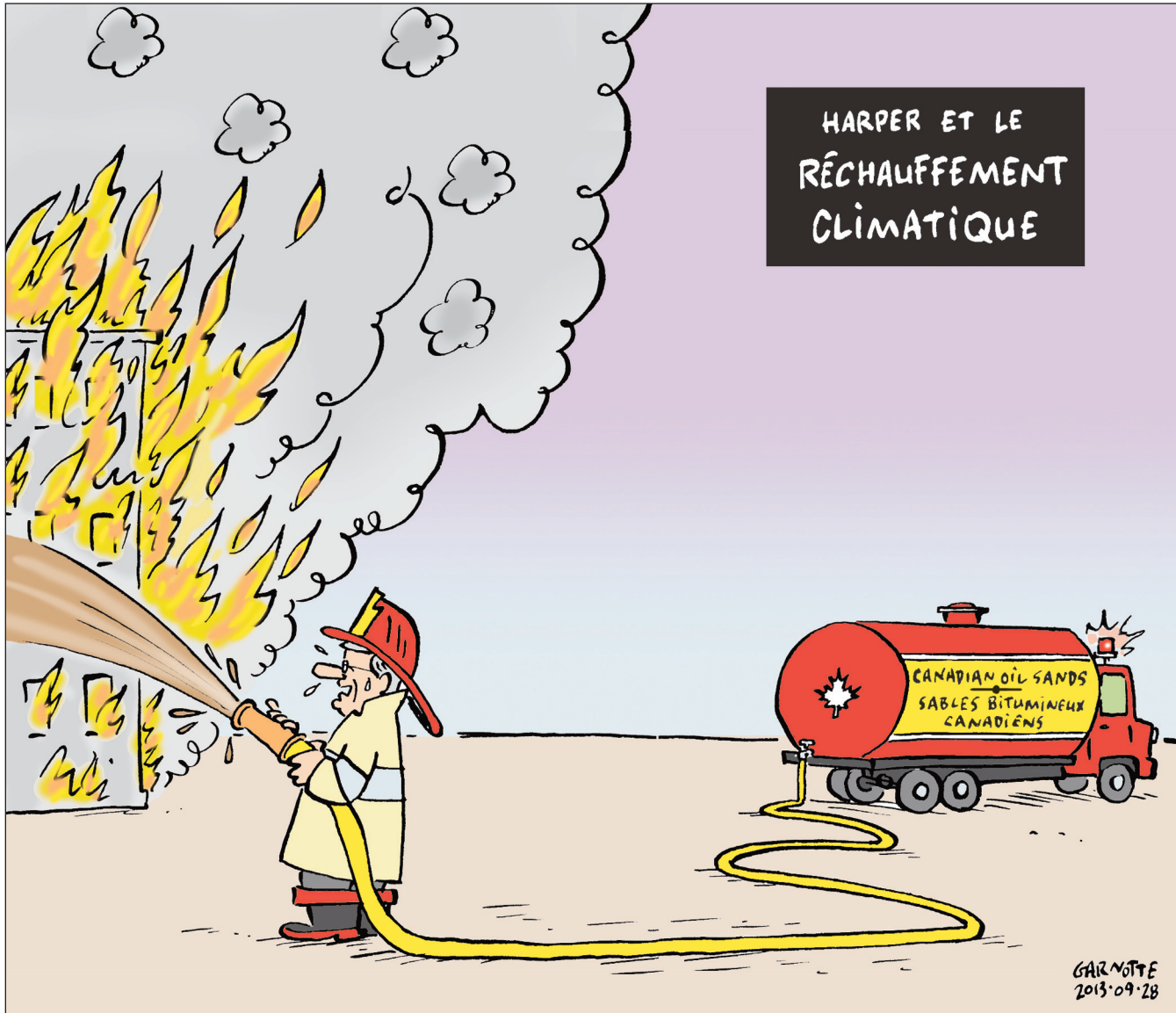
Nulle surprise que les environnementalistes et certains citoyens québécois reprochent à Philippe Couillard de tenir un double langage. A Toronto, il s'engage à réduire radicalement les émissions de gaz à effet de serre de 80 à 95% (par rapport à celles de 1990) d'ici 2050. Quelques jours plus tard, il négocie une stratégie qui a pour objectif d'aider une industrie qui empêchera le Canada d'atteindre ce type de cibles. On a beau rétorquer avec le cliché selon lequel on peut « mâcher de la gomme et marcher en même temps », parfois, dans la vie, il y a des actions incompatibles, contradictoires, antinomiques.

Québec rétorque qu'il se donne précisément pour objectif de verdir la Stratégie et que celle-ci pourrait faciliter l'exportation d'électricité. Mais avons-nous vraiment besoin d'une stratégie pancanadienne pour y arriver ? Au reste, est-il possible — voire utile ou même nécessaire — de tenter de concilier des intérêts provinciaux aussi divergents ? L'interprovincialisme a assez rarement servi les intérêts du Québec et a souvent conduit à son isolement: pensons à 1981 et à la Constitution à la base de cette fédération; ou à l'union sociale en 1999. Prudence.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
 Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
 Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN
 Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
 Adjointes PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENEY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



REPRISE

LETTRES

Veinards de citoyens !

Au Québec, en été et depuis plusieurs années, les médias nationaux, écrits et parlés, deviennent les promoteurs des activités et sites touristiques axés sur Montréal et Québec. La vie politique étant quelque peu au ralenti, ces organes médiatiques se rabattent sur les événements touristiques marquants de ces deux grandes villes qui obtiennent de la publicité gratuite à la tonne. Chances comme tout: on en parle souvent d'avance et on les suit de très près, favorisant ainsi l'achalandage et le nombre de visiteurs. C'est ahurissant!

Conséquemment, on déplore le manque d'intérêt des médias envers les activités prévues dans les régions du Québec qui constatent une baisse d'affluence touristique et vivent des années de vaches maigres... L'austérité financière et les problèmes économiques ont également une grande part à jouer sur cette réalité.

De plus, on remarque depuis plusieurs années une désaffection notoire chez les plus jeunes générations envers la visite des sites touristiques traditionnels qui parsèment le Québec. On parle d'un phénomène générationnel. Les jeunes auraient d'autres centres d'intérêt et se tourneraient davantage vers les événements de nos grandes villes. Des raisons sociologiques ou autres expliqueraient cette situation. On peut s'interroger à savoir si la publicité estivale des médias n'a pas contribué fortement au cours des ans à attirer la population des plus jeunes vers les

événements touristiques se déroulant dans nos deux grands centres urbains.

Georgy Bouffard
 Matane, le 16 juillet 2015

Tout ce qu'il nous est possible d'accomplir...

La sonde *New Horizons* a fait un face à face avec Pluton ce mardi. À une vitesse de 49 000 km/h! Si nous sommes capables de nous approcher à ce point de la planète naine, située à plus de cinq milliards de kilomètres, imaginez ce que nous sommes en mesure d'accomplir plus près de chez nous. Révez! Par quoi commenceriez-vous?

Pour ma part, je commencerais par améliorer la vie des plus pauvres de ce monde jusqu'à éradiquer complètement la pauvreté. Oui, nous en avons les moyens!

La première phase de ce rêve a eu lieu lorsque le premier ministre canadien Lester B. Pearson a lancé la solution pour la lutte contre la pauvreté: que tous les pays riches accordent 0,7% de leur revenu national brut (RNB) aux pays les plus démunis. En 1970, de nombreux pays ont fait décoller ce projet en s'engageant à donner une part de leur RNB à l'aide internationale. Malheureusement, à ce jour, seuls quelques pays ont respecté leur engagement de donner 0,7%: le Royaume-Uni, la Norvège, la Suède, les Pays-Bas et le Danemark. Le Canada, lanceur de l'idée, est loin derrière avec 0,24% de son RNB.

Ce 0,7% contribuerait à combler les écarts de financement actuels et d'en venir à bout avec les maladies liées à la pauvreté, à la malnutrition, aux morts infantiles ou liées à la grossesse, etc.

Avant le déclenchement des élections de cet automne, demandons aux chefs des partis de nous faire part de leur intention d'embarquer dans le vaisseau construit par Pearson et de contribuer à l'éradication de la pauvreté.

Yannick Alié
 Le 16 juillet 2015

De tout cœur avec vous, Monsieur Nadeau !

Chaque fois, c'est la même chose! Je suis touchée, émue, éblouie, je me questionne... Je regarde la signature: photos Jacques Nadeau. Monsieur Nadeau, merci pour toutes ces merveilles que vous partagez avec nous, chaque jour. Merci de nous « ouvrir les yeux ». Vous avez le don de mettre le doigt sur l'image qui parle.

Que vous retrouviez au plus vite tous vos trésors, c'est notre vœu le plus cher. Vous n'aviez pas terminé de nous les faire voir... Chaque jour, nous continuerons de vous déchiffrer pour notre plus grand bonheur. Vous êtes notre plus grand photographe-journaliste! Alors, je suis de tout cœur avec vous pour la perte que vous venez de subir.

Johane La Rochelle
 Québec, le 16 juillet 2015

LIBRE OPINION

La politique commerciale conservatrice: bilan défavorable au Québec

ALEXANDRE L. MALTAIS

Institut de recherche en économie contemporaine (IREC)

Les 15 et 17 juin avait lieu à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Genève le 10^e Examen des politiques commerciales du Canada pour la période allant de 2011 à 2014. Cet exercice fournit une bonne occasion d'analyser la politique commerciale du gouvernement Harper.

Dans une lettre sur le commerce international que nous publions sur le site de l'IREC (irec.net) nous nous proposons dans un premier temps d'étudier les moyens mis en place par le gouvernement fédéral canadien dans le cadre de sa politique commerciale. L'analyse tente ensuite de saisir à grands traits les principaux résultats de cette politique et d'en évaluer l'efficacité du point de vue des intérêts économiques du Québec. Les positions de l'opposition néodémocrate et ses principales critiques envers la politique conservatrice sont aussi exposées brièvement. Voici quelques éléments de résumé de notre analyse.

Les moyens de la stratégie canadienne: la politique commerciale du Canada sous le gouvernement conservateur comprend des éléments de continuité, mais aussi certains changements d'orientation majeurs par rapport aux gouver-

nements précédents. La stratégie conservatrice s'est appuyée sur quatre piliers: la mise en place d'une série de mesures d'amélioration de l'environnement des affaires et d'aide aux entreprises pour stimuler leur compétitivité sur les marchés internationaux; la multiplication des initiatives de négociations bilatérales et régionales en vue de conclure de nouveaux accords commerciaux tout en maintenant une participation aux forums multilatéraux; la mise en œuvre de mesures unilatérales de libéralisation du commerce; et le développement et mise en œuvre de la « diplomatie économique ».

Les résultats économiques: le taux de chômage en baisse et la forte croissance montrent que la performance économique du Canada, pendant et après la crise économique mondiale, est plutôt bonne. Cependant, plusieurs indicateurs pointent vers un certain nombre d'échecs de la politique économique du gouvernement conservateur, notamment l'important déficit de la balance commerciale.

De plus, les statistiques économiques indiquent que l'économie canadienne souffre d'une double dépendance: d'abord à l'égard du marché américain pour trouver des débouchés; puis des exportations reposant sur un éventail restreint de produits liés aux ressources naturelles, notamment le pétrole.

Une politique commerciale conservatrice in-

quitable pour le Québec? Certaines mesures mises en place par le gouvernement fédéral ne sont pas en accord avec la politique québécoise sur le commerce extérieur, ou avec les positions historiques du gouvernement du Québec. Les orientations fédérales peuvent déboucher sur a) des mesures inefficaces qui ont un impact négligeable sur l'économie québécoise, notamment les mesures de libéralisations unilatérales dans le secteur manufacturier; ou alors b) des initiatives qui entrent en contradiction avec les intérêts du Québec, y compris les concessions sur la gestion de l'offre dans le cadre des négociations commerciales bilatérales.

L'opposition à la politique commerciale Harper: le Nouveau Parti démocratique qui forme l'opposition officielle à la Chambre des communes a développé, depuis que Thomas Mulcair le dirige, une position « procommerce » plus affirmée. S'éloignant de la position traditionnelle d'opposition au libre-échange des néodémocrates, Thomas Mulcair prône une approche plus libérale et propose désormais de multiplier les initiatives de négociations bilatérales. Pour le NPD, la politique commerciale Harper est « incohérente et dommageable » pour l'économie canadienne puisqu'elle augmente radicalement les droits de douane pour ces pays en développement ne bénéficiant plus du traite-

ment préférentiel, tout en réduisant sensiblement les taxes douanières pour certains pays partenaires dans le cadre d'ententes commerciales. De plus, la politique commerciale conservatrice manquerait de transparence, selon l'opposition officielle à la Chambre des communes. Malgré ses critiques, le NPD entretient le flou sur les orientations commerciales d'un éventuel (premier) gouvernement dirigé par la gauche canadienne.

En somme, notre analyse de l'impact de la politique commerciale Harper montre que certaines mesures commerciales sont inefficaces et inéquitable pour le Québec. Ce dont le Québec a besoin, c'est d'une politique commerciale adaptée à ses besoins, qui cible les industries à haut potentiel en soutenant leur développement à l'international, tout en protégeant les secteurs d'activité sensibles comme l'agriculture, laquelle remplit également des objectifs d'occupation du territoire et de développement régional.

Dans les quatre dernières années, le parti de Thomas Mulcair n'a pas su développer un discours et une critique cohérents sur la politique commerciale Harper. Au fond, le NPD a préféré emprunter une position libérale sur les questions commerciales plutôt inspirée par les intérêts de l'ouest du pays, au lieu de faire valoir une perspective québécoise sur les enjeux de politique économique extérieure.

IDÉES

Rififi linguistique à Longueuil

YVES BEAUCHEMIN
Écrivain, Longueuil

Robert Myles, chef de l'opposition au conseil municipal de Longueuil et conseiller de l'arrondissement de Greenfield Park, fait suer ses collègues par son obstination à répéter en anglais chacune de ses interventions. Les gens soupirent, regardent au plafond, consultent leur montre, bref, on s'emmerde dans l'inutilité, car tout le monde dans la salle parle français et certains ne doivent même pas comprendre un mot d'anglais.

L'affaire présentait jusqu'ici un petit côté cocasse dans le style du *Dîner de cons*, mais voilà qu'un bon soir, la mairesse Caroline St-Hilaire, excédée par ces pertes de temps, s'impatiente et demande à M. Myles de n'intervenir qu'en français. Il refuse et continue son jeu. Les esprits s'échauffent. Le ton monte. La mairesse demande publiquement un renforcement de la loi 101. Elle reçoit alors sur Facebook un torrent d'injures d'une teneur impubliable — en anglais, bien sûr —, le tout couronné par des menaces de mort. Du coup, on sort du *Dîner de cons*.

Essayons de comprendre ce qui se passe. M. Myles, par sa tactique, cherche évidemment à consolider sa base électorale anglophone à Greenfield Park. Il faut savoir que la loi 101 permet de reconnaître un statut bilingue à une ville ou à un arrondissement lorsque le nombre d'anglophones dépasse 50% de sa population. Or au recensement de 2011, les anglophones ne représentaient plus à Greenfield Park que 33,8%. Une importante minorité. Mais une minorité. Cependant, par courtoisie, on n'avait pas retiré son statut bilingue à l'arrondissement. Mais lorsque Robert Myles se lance dans ses envolées bilingues, il ne siège pas dans son conseil d'arrondissement, mais bien au conseil municipal de Longueuil, une ville où 97% des gens parlent ou comprennent le français.

— « C'est bien du bruit pour un peu d'anglais », me direz-vous.

Il faut quand même rappeler qu'en 1977, la loi 101 a fait du français la seule langue officielle du Québec. Et ça pressait! Les Québécois francophones représentent à peine 2% de l'Amérique du Nord — massivement anglophone, elle — et chacun sait la pression formidable que subissent depuis toujours notre langue et notre culture. Si en 1977 on s'était croisé les bras, Montréal serait sans doute aujourd'hui majoritairement anglaise, la couronne montréalaise en voie de l'être, et le Québec tout entier engagé irrémédiablement sur la voie de l'assimilation.

— « Bon, je veux bien. Mais quel rapport avec l'affaire Myles? »

Il y en a plus d'un. Les séances d'un conseil municipal sont des assemblées officielles où se discutent les affaires de la cité. La langue qu'on y utilise exprime la volonté du peuple par la voix de ses élus et, de ce fait, elle possède une grande force symbolique. En répétant tous ses propos en anglais, Robert Myles laisse entendre que le français n'est qu'une langue comme une autre et que la loi 101... eh bien, elle porte un bien joli numéro... et la santé, ça va, vous? — « Oui, mais il ne s'agit que d'un hurlement. Pourquoi en faire tout un plat? »

Mettons les choses dans leur contexte. Des études montrent que la couronne montréalaise — et notamment la Rive-Sud — est en proie depuis des années à une anglicisation rampante qui fait reculer peu à peu le français. Pas surprenant qu'on soit devenu si sensible au mépris que certains affichent pour notre langue.

M. Myles n'a rien à craindre pour le moment d'une décision de Québec. Le gouvernement Couillard, prisonnier de sa base électorale anglophone, ne devrait pas trop l'embêter. Mais les gouvernements ne sont pas éternels... Peut-être serait-il temps pour Robert Myles de tenir compte du fait que Longueuil est une ville française?

GESTION DE L'OFFRE

Le Canada n'a pas à concéder quoi que ce soit

MARCEL GROLEAU

Président général
de l'Union des producteurs agricoles

BRUNO LETENDRE

Président des Producteurs de lait du Québec

Dans son éditorial du 9 juillet intitulé « *Le pot au lait* », Jean-Robert Sansfaçon souligne très justement qu'une menace sérieuse pèse sur les productions sous gestion de l'offre avec la négociation du Partenariat transpacifique (PTP). Toutefois, il conclut, sans fondement, qu'il est temps pour le secteur québécois d'abandonner ce système pour s'ouvrir à la concurrence étrangère. Cela est d'autant plus paradoxal qu'il reconnaît lui-même que les gains pour le Québec sont peu probables dans cette négociation.

Les conséquences économiques et sociales d'une telle réforme seraient très négatives pour le Québec et le Canada. C'est pourquoi les producteurs de lait, d'œufs et de volaille, appuyés par un large front commun des secteurs agroalimentaire, financier et politique, sonnaient l'alarme en mai dernier. Comme le rappelle l'éditorialiste, 42% des recettes agricoles du Québec proviennent des secteurs sous gestion de l'offre. Ces derniers génèrent, avec les transformateurs, environ 92 000 emplois de qualité, 8,2 milliards de dollars au PIB et 1,4 milliard de dollars en taxes et impôts. C'est ce qui est en jeu dans cette négociation.

Il est faux de prétendre que nos secteurs s'adaptent et que tout irait pour le mieux moyennant quelques compensations financières. L'Australie a complètement déréglementé son secteur laitier en 2000 et les producteurs ont été partiellement indemnisés. Mais, de 2000 à 2014, malgré leur climat favorable, la proximité des marchés asiatiques et les milliers de kilomètres d'océan qui les protègent d'une concurrence directe, les prix aux producteurs n'étant plus ce qu'ils étaient, ils ont perdu 51% de leurs fermes laitières, 15% de leur production totale de lait et 13% de leurs exportations. Pendant ce temps, le prix des produits laitiers a grimpé de 47%.

Nous sommes voisins d'une puissance mondiale laitière et avicole. Or, les Américains pratiquent la politique du « faites ce que je dis et non ce que je fais ». Alors qu'ils réclament des accès supplémentaires considérables à nos marchés pour leurs produits laitiers, ils veulent en même temps protéger leur secteur scruier et se montrent très réticents à ouvrir davantage leur propre marché laitier aux pays de l'Océanie. Ils ne sont pas les seuls à vouloir préserver des secteurs sensibles, tous les pays le font. Le Canada n'est pas une exception avec la gestion de l'offre.

Dans les faits, le marché canadien des produits sous gestion de l'offre est déjà bien plus ouvert que ne l'est celui de nos principaux concurrents du PTP. Le Canada importe plus de poulets que le total des six pays suivants composant le PTP: États-Unis, Nouvelle-Zélande, Australie, Pérou, Brunei et Malaisie. Les Américains importent de 1 à 3% de leur consommation de fromages, alors que le Canada importera 10% de sa consommation totale au terme de la mise en vigueur de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne.

La gestion de l'offre assure une très grande stabilité de revenu aux producteurs et d'approvisionnement à l'industrie de la transformation dans un marché agricole mondial particulièrement volatil. Depuis 2008, nous en sommes à la deuxième crise laitière majeure. Les producteurs américains, néo-zélandais et européens subissent des baisses de prix de l'ordre de 30 à 50% en raison d'un surplus mondial de production et d'une baisse de la demande chinoise, notamment. L'Europe et les États-Unis, qui versent déjà des subventions pour stabiliser les revenus des producteurs, devront probablement intervenir avec des aides d'urgence pour les maintenir à flot.

Comme l'écrit M. Sansfaçon, le premier ministre Harper « a promis de laisser intact le système de gestion de l'offre ». Il a toutes les raisons de le faire.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 6500 caractères (y compris les espaces), ou 1000 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com), mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.



SAKIS MITROLIDIS AGENCE FRANCE-PRESSE

Il est très difficile d'entrevoir à court terme comment on pourra, en Europe, converger politiquement vers un modèle fédéré octroyant des pouvoirs importants à un gouvernement central.

ENTENTE SUR LA GRÈCE

Aucune solution aux problèmes structurels de l'euro

PHILIP MERRIGAN

Professeur au Département
des sciences économiques à l'École
des sciences de la gestion de l'UQAM

Les récentes ententes sur la dette grecque n'ont rien changé aux problèmes structurels qui minent l'euro et l'Europe depuis la crise financière de 2008. En fait, plusieurs économistes anticipaient ces difficultés avant même l'adoption de l'euro, sachant très bien qu'une union monétaire (c'est-à-dire un ensemble d'États qui utilisent une devise commune) sans union politique aurait, théoriquement, de la difficulté à résister aux grandes crises économiques, en particulier à celles causées par des crises financières. Et l'impact d'une telle crise est exacerbé lorsque les économies formant une union monétaire sont très différentes en termes de structure industrielle et de productivité et d'endettement, comme c'est le cas pour les pays de la zone euro actuellement.

Fondamentalement, et ceci a été dit et écrit à maintes reprises,

une fois convertie à l'euro, une économie renonce aux dépréciations de sa devise comme instrument de relance économique. Cette contrainte économique n'est qu'un des facteurs expliquant la crise actuelle en Europe. Pour bien comprendre les difficultés de la zone euro, prenons le cas d'une union monétaire d'économies hétérogènes comme en Europe qui soit aussi une union politique et qui fonctionne, les États-Unis d'Amérique.

D'abord, tous les dépôts bancaires dans des banques américaines sont assurés par le régime fédéral, ce qui est nécessairement plus rassurant pour la population que l'assurance d'un gouvernement national, comme en Grèce actuellement. Aussi, aux États-Unis, toute faillite bancaire est immédiatement prise en charge par le gouvernement fédéral à l'aide des institutions appropriées. Une fois de plus, en Europe, la responsabilité incombe à chaque État séparément.

Durant la dernière crise, qui n'est d'ailleurs pas encore tout à fait terminée, les États manufacturiers tels le Michigan et l'Ohio, les États

d'ores et déjà fragiles comme le Mississippi ou la Louisiane, et les États particulièrement touchés par les dérives hypothécaires comme l'Arizona ou la Floride, ont tous bénéficié largement de la structure fédérale américaine. On a vu le président, appuyé par le Congrès, prendre sur-le-champ les moyens pour rescaper l'industrie automobile. Les pouvoirs de la Banque centrale américaine ont aussi été mis à profit afin de racheter les actifs toxiques qui minaient le système financier. Ce n'est que récemment que la Banque centrale européenne a fait de même en Europe. Mais de manière plus importante, il existe aux États-Unis des mécanismes de transferts fédéraux qui favorisent les plus démunis, soit des transferts directs aux familles (par exemple, l'Earned Income Tax Credit, le Head Start, ou les Food Stamps, ainsi que l'assurance-emploi) et des transferts pour certains secteurs spécifiques comme l'éducation. Ainsi, les États plus riches contribuent automatiquement en cas de crise à la stabilisation de la consommation des ménages dans les États les plus pauvres.

Finalement, la main-d'œuvre

aux États-Unis est très mobile, permettant à un travailleur de migrer aisément d'un État à un autre, si les offres d'emploi dans son champ d'expertise s'y trouvent plus nombreuses. Tous ces mécanismes de stabilisation automatique s'appliquent aussi dans un État fédéré comme le Canada, mais non en Europe. Le travailleur grec ou portugais ne peut s'inviter librement en Allemagne ou en France pour y chercher de l'emploi.

Il est très difficile d'entrevoir à court terme comment on pourra, en Europe, converger politiquement vers un modèle fédéré octroyant des pouvoirs importants à un gouvernement central, surtout lorsque l'on contemple, d'une part, l'idée d'un référendum au Royaume-Uni sur l'appartenance à l'Union européenne et qu'on tient compte, d'autre part, des courants anti-européens dans plusieurs pays. Il faut donc conclure que les problèmes déjà très sérieux de l'euro vont persister et s'amplifier lors d'une prochaine récession, surtout si celle-ci s'avérait aussi profonde que la dernière.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION: Véronique Chagnon et Louis Gagné (adjoints à la direction de l'information), Antoine Robitaille et Guy Taillier (éditorialistes, responsables de la page Idées), Michel Garneau (caricaturiste), Jacques Nadeau (photographe), Michaël Monnier et Olivier Zuida (recherchistes photos); information générale: Isabelle Paré (chef de division), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Jessica Nadeau, Philippe Orfalli et Karl Rettino-Panzelli (reporters); information politique: Marco Fortier (chef de division), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélier-Cirino et Robert Dutsiac (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Julie Carpentier (pupitre); information culturelle: Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), François Lévesque et Caroline Montpeit (reporters), Benoît Munger et Philippe Papineau (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins et Éric Desrosiers (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); information internationale: Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Sophie Chartier et Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (pupitre); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); Loïc Hamon (cahiers spéciaux); équipe internet: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Annabelle Caillois, Justine Daneau, Florence Sara G., Ferraris et Coralie Mensa (assistants); correction: Andréanne Bédard, Isabelle Dowd, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction: Amélie Gaudreault (secrétaire), Laura Pelletier et Arnaud Stopya (commis); DOCUMENTATION: Manon Derome (Montréal), Denise Ledoux (Ottawa), Dave Noël (Québec); PUBLICITÉ: Mélanie Simard (adjointe par intérim); LAURENCE HÉMOND (secrétaire); PRODUCTION: Bruno Dubois, China Marsot-Wood, Yannick Morin et Nathalie Zématis; INFORMATIQUE: Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Catherine Gentilcore (coordonnatrice du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion et Kevin McKissock; ADMINISTRATION: Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Florentina Draghici et Xavier Pigeon (par intérim).

ACTUALITÉS

SANTÉ

SUITE DE LA PAGE 1

en cardiologie tertiaire. « Ça touche autant les technologies que les pratiques cliniques que l'usage optimal des médicaments, ça touche vraiment à tout », explique Olivia Jacques, conseillère en communication à l'INESSS.

Au ministère, on estime qu'il serait ainsi possible « de réduire jusqu'à 30 % les coûts du système de santé », précise la porte-parole Noémie Vauher. En se basant sur cette prémisse — mais « de façon plus conservatrice » —, le ministère demande aux établissements de couper 150 millions dans leur budget actuel.

« Les chantiers avec l'INESSS, c'est à l'échelle nationale, mais c'est sûr que lorsqu'on parle de la pertinence clinique des interventions, ça touche évidemment [les établissements] sur le terrain. Les établissements sont donc encouragés à revoir leurs façons de faire avec leurs équipes de travail sur le terrain pour mieux utiliser leurs ressources. »

Concrètement, le ministère estime que les établissements sont en mesure d'aller chercher des gains « en révisant leurs pratiques, la pertinence de certains [soins] ou le recours de certaines interventions, quand on parle de surdiagnostic ou de choses comme ça », illustre la porte-parole du ministère.

Début des travaux

Le problème, c'est que l'INESSS vient à peine d'entamer ses travaux. « On est au tout début parce que ça a pris assez de temps pour déterminer les projets qu'on allait évaluer et les chantiers sur lesquels on allait travailler », explique Olivia Jacques de l'INESSS. Et les résultats de leurs travaux ne seront pas connus avant la fin du présent budget.

Un premier guide sur « l'usage judicieux de 14 analyses biomédicales » a été publié en avril dernier, soit avant le début officiel du mandat, mais pour le reste, Québec s'attend à avoir des résultats « dans de 12 à 18 mois ». Certains chantiers visent même « du plus long terme », confirme la

porte-parole du ministère.

Comment, dans ces circonstances, les établissements de santé peuvent-ils déterminer les soins et services en santé physique qui sont pertinents ou non? « Ce n'est pas nécessairement juste avec les chantiers de l'INESSS », répond Noémie Vauher. « Ce qu'on demande aux établissements, c'est de mettre en place des initiatives dans ce domaine-là pour répondre à la cible budgétaire qui leur a été donnée en révisant leurs processus. C'est aux établissements à déterminer comment ils vont y arriver. Certains vont agir sur les médicaments, d'autres, sur les analyses de laboratoire, mais ce qu'on leur demande, c'est d'optimiser leurs processus en termes de pertinence des soins avec leurs équipes sur le terrain parce qu'on est dans un domaine qui est très clinique et pratique. »

En attendant les recommandations de l'Institut national d'excellence en santé, le ministère n'a pas jugé bon d'offrir des lignes directrices pour aider les établissements à déterminer ce qu'ils doivent couper dans la catégorie des soins et services non pertinents. « Le ministère n'a pas acheminé au réseau de directives précises ni n'a ciblé d'analyses ou de tests sur lesquels ils devaient spécifiquement agir. Ce sont les établis-

150 millions à couper

Bas-Saint-Laurent : 4,9 millions
Saguenay-Lac-Saint-Jean : 5,9 millions
Capitale nationale : 19 millions
Mauricie-Centre-du-Québec : 6,9 millions
Estrie : 7,9 millions
Montréal : 59,5 millions
Outaouais : 6 millions
Abitibi-Témiscamingue : 2,5 millions
Côte-Nord : 2,8 millions
Baie-James : 400 000 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine : 2,6 millions
Chaudière-Appalaches : 4,7 millions
Laval : 4,1 millions
Lanaudière : 3,5 millions
Laurentides : 5,9 millions
Montréal : 13 millions

sements qui sont imputables de répondre aux cibles budgétaires sans affecter l'accès aux services », précise M^{me} Vauher.

Révision de l'offre de services

Pour certains établissements, on parle de plusieurs millions de dollars à récupérer dans cette catégorie. Et chacun y va de son interprétation. « Plusieurs [des mesures] ont déjà été mises en œuvre comme la diminution des heures supplémentaires et l'amélioration de méthodes de travail », répond Sylvie Robitaille, du Département des communications du CHUM, qui doit récupérer 11,3 millions en soins non pertinents.

Au CISSS du Bas-Saint-Laurent, c'est 4,9 millions qui doivent être coupés. « On va revoir nos pratiques cliniques, regarder les coûts qui sont liés à une fin de contrat, essayer d'optimiser au niveau des médicaments, des fournitures, de revoir la pertinence clinique, de se fier sur les données probantes et les pratiques qui sont reconnues », explique la porte-parole, Lise Chabot.

L'établissement devra revoir son offre de services, concède-t-elle. « Tous les services qui étaient offerts continuent à être offerts, sauf qu'on va essayer de voir les opportunités qu'on a, les départs à la retraite, les postes vacants vont nous permettre de revoir notre offre de services. [Nous voulons revoir] comment on offre les services, sur quel territoire on les offre: est-ce que c'est le bon professionnel à la bonne place pour le bon service. »

À l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé (APTS), on estime que l'existence même de cette catégorie dans le budget des établissements risque de se traduire par une « révision du panier de services », comme en témoigne Chantal Mantha. « Ça permet aux gestionnaires de justifier de supprimer des services ou de limiter l'accès à des services en disant: c'est moins pertinent et j'ai des cibles de pertinence à atteindre. Au sein des établissements, ça crée des situations difficiles aussi parce qu'on dit aux équipes: si ce n'est pas ça [qui va être coupé], ça va être ça. Alors entre deux maux, des fois, ils acceptent des décisions jugées inacceptables. »

Le Devoir

IRAN

SUITE DE LA PAGE 1

férentes et à l'achat de matériel sensible. L'argent bloqué dans des comptes à l'étranger sera libéré. L'Iran retrouvera ses capacités d'exportation en même temps, sans doute, que son accès, jugé vital, au réseau international de transferts financiers Swift. Investisseurs et banques internationales reprendront leurs relations d'affaires avec Téhéran.

Ainsi, dès que cet accord multipartite sera passé devant le Congrès américain et aura été ratifié par le Conseil suprême de la sécurité nationale d'Iran, et que Téhéran aura respecté ses engagements, sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), la normalisation économique de l'Iran sera en marche.

« Les engagements que nous avons pris les uns envers les autres seront prochainement appliqués, déclare en entrevue l'ambassadeur d'Iran en France, Ali Ahani. Nous espérons la levée des sanctions économiques dans les prochains mois. » Soit fin 2015 ou début 2016. Les sanctions seraient toutefois réactivées en cas de manquements.

Période d'attente

Ce processus devrait cependant prendre un peu de temps. Selon des informations confirmées au Monde par les autorités iraniennes, l'essentiel des fonds gelés, liés à la vente de pétrole, se trouve dans quatre pays: principalement en Chine, puis en Corée du Sud, en Inde et au Japon. De fait, ces pays avaient bénéficié d'exemptions lors de l'adoption des sanctions, du fait de leur dépendance au pétrole iranien. C'est donc dans ces pays acheteurs qu'a été accumulé le produit des ventes de pétrole. De l'argent pourrait aussi avoir été bloqué dans des comptes bancaires en Europe, même si les pays européens n'ont pas acheté de pétrole iranien depuis 2007.

Tandis que l'usage de ces fonds inquiète Israël et les monarchies sunnites du Golfe, redoutant qu'ils viennent soutenir les milices chiïtes ou la Syrie, Téhéran affirme que l'argent ira à la relance de l'économie. « Les sommes libérées seront mises au service du développement économique, affirme l'ambassadeur d'Iran. Nous avons des projets et des plans d'action dans l'énergie, les infrastructures, le transport, le logement, l'industrie et les mines, la pharmacie et le médical, l'agroalimentaire... »

Un marché de 80 millions d'habitants

« Cet accord est une bonne nouvelle pour les deux parties, ajoute Ali Ahani. Il garantit que le programme nucléaire iranien restera pour toujours civil. Il assure à l'Iran la poursuite de ce programme civil et entraîne la levée de sanctions qui ont fait souffrir tout un peuple et des pans entiers de l'économie. » Dix ans de sanctions auraient coûté 480 milliards de dollars, soit une année de PIB.

Pressé de tendre la main aux investisseurs, l'Iran appelle les entreprises européennes à se préparer à la réouverture de l'économie, « un marché d'environ 80 millions d'habitants », afin d'« enclencher une nouvelle phase de coopération économique et industrielle ». « Il y a un vrai changement politique. Les priorités sont la stabilité de la République islamique et la lutte contre Daesh. »

Économistes et experts s'accordent, de fait, pour dire que les besoins d'investissement de l'Iran sont considérables. Téhéran veut acquérir une flotte de 400 avions d'ici dix ans (pour 20 milliards de dollars), bâtir neuf terminaux aéroportuaires internationaux, développer son réseau ferroviaire ainsi que ses routes et autoroutes.

Selon Bernard Hourcade, directeur de recherche au CNRS, il convient de croire Téhéran. « Il y a un vrai changement politique. Les priorités sont la stabilité de la République islamique et la lutte contre Daesh. » Pour l'ex-ambassadeur de France en Iran, François Nicoulaud, « le gouvernement a pour volonté politique de relancer l'économie ».

Dans ce contexte, des voix appellent à la retenue, tel Xavier Houzel, ex-négociant international en pétrole: « L'Iran a intérêt à un processus de levée des sanctions progressif. Il ne faut pas que l'argent afflue trop vite, sans quoi multinationales et majors du pétrole se précipiteront comme autant de prédateurs. La situation de l'économie iranienne est comparable à celle d'un plongeur descendu à 100 mètres de profondeur, qui doit remonter par paliers pour ne pas risquer un accident de décompression. »

Le Monde

« [L'accord] assure à l'Iran la poursuite de ce programme civil et entraîne la levée de sanctions qui ont fait souffrir tout un peuple et des pans entiers de l'économie »

Ali Ahani, ambassadeur d'Iran en France

Le Devoir



LARRY MACDOUGAL LA PRESSE CANADIENNE

Aux yeux du premier ministre de la Saskatchewan, Brad Wall, le brouillon de la Stratégie canadienne de l'énergie minimise l'importance du pétrole et du gaz dans l'économie canadienne, et exagère celle des énergies renouvelables comme l'éolien.

PÉTROLE

SUITE DE LA PAGE 1

et du gaz et la lutte contre les changements climatiques, « ce n'est pas facile », a admis le premier ministre du Québec, Philippe Couillard, à l'issue du 1^{er} jour de la rencontre annuelle des premiers ministres provinciaux et territoriaux. « Les choses vont bien. Une entente négociée, par nature, c'est un exercice d'équilibre. Il y a un équilibre à faire entre les questions environnementales — les changements climatiques —, auxquelles on tient beaucoup [...] et les questions plus strictement économiques », a-t-il expliqué.

Les provinces et les territoires ont « très clairement encore du travail à faire » pour dégager un consensus sur un projet de Stratégie canadienne de l'énergie, a convenu l'hôte du Conseil de la fédération, le premier ministre de Terre-Neuve-et-Labrador, Paul Davis. « Work in progress! » s'est-il exclamé. « À la fin de la journée, ce sont les intérêts du pays qui doivent prévaloir », a poursuivi son homologue néo-écossais, Stephen McNeil.

Wall à la défense du pétrole

D'humeur belliqueuse, le premier ministre de la Saskatchewan, Brad Wall, a sonné la charge des défenseurs de l'exploitation pétrolière et gazière dès son arrivée à l'Hôtel Sheraton, jeudi avant-midi.

À ses yeux, le brouillon de la Stratégie canadienne de l'énergie minimise l'importance du pétrole et du gaz dans l'économie canadienne et exagère celle des énergies renouvelables, comme l'éolien. Le pétrole est « à peine mentionné » dans le document de travail, a-t-il déploré, montrant du doigt le Québec et l'Ontario. Pourtant, le Canada renferme la troisième réserve prouvée d'or noir

de la planète, après l'Arabie saoudite et le Venezuela, a rappelé M. Wall. « Pourriez-vous imaginer l'Arabie saoudite dévoiler une stratégie énergétique plaçant l'éolien avant le pétrole comme source d'énergie? [...] Ils ne feraient pas ça. Ils ne se préoccuperaient pas non plus de l'environnement autant que les Canadiens », a-t-il lancé.

Le doyen des premiers ministres provinciaux et territoriaux s'est dit las d'entendre le « Canada central » — le Québec et l'Ontario — casser du sucre sur le dos du pétrole de l'Ouest, alors qu'il s'agit d'une source de richesse pour l'ensemble du pays. « Le pétrole n'est pas une mauvaise chose. »

M. Wall n'a pas caché son exaspération concernant les mouvements d'opposition aux projets de pipelines — Énergie Est de TransCanada par exemple —, tout particulièrement au Québec et en Ontario.

« Peut-être que nous devrions envoyer des paiements de péréquation à travers un pipeline pour obtenir une approbation [des projets de pipeline] dans le Canada central », avait-il lâché avant de mettre le cap sur Terre-Neuve-et-Labrador mercredi soir. Les hostilités étaient lancées.

Le Québec n'appuiera pas un projet néfaste pour l'environnement ou contraire à la sécurité parce qu'il bénéficie des pétrodollars, a rétorqué M. Couillard. « Une grande partie de la richesse générée au Canada [...] qui est redistribuée sous forme de paiements de transfert [de péréquation] vient de l'économie de l'Ouest, qui est axée sur les combustibles fossiles. On sait cela. Mais, ce n'est pas une raison pour diminuer les standards environnementaux ou diminuer nos inquiétudes sur la sécurité des gens et ne pas inclure également dans la Stratégie de l'énergie la question des énergies renouvelables, notamment de l'hydroélectricité », a-t-il affirmé en point de presse.

De son côté, Brad Wall a insisté sur la nécessité de trouver de nouveaux débouchés au pé-

trole albertain et saskatchewanais. Le Canada se prive de revenus de centaines de millions de dollars puisque le pétrole issu des sables bitumineux est à l'heure actuelle « vendu au rabais » soit à un montant inférieur de six à huit dollars par baril au cours du Tide Water Oil ou du Brent. « Ça, c'est des revenus en moins aux propriétaires de la ressource. Et, les propriétaires des ressources pétrolières dans ce pays ne sont pas les gouvernements, ce ne sont pas Couillard, Notley et Wall, ce sont les personnes de ce pays », a soutenu le premier ministre saskatchewanais.

Une question de « crédibilité »

Une Stratégie canadienne de l'énergie embrassant les principes de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre permettra de redorer le blason du Canada, un producteur de pétrole non conventionnel, au sein de la communauté internationale, a aussi soutenu M. Couillard. « Malheureusement, notre pays a perdu de la crédibilité sur la scène internationale en raison de cela. Puisque nous sommes un producteur de pétrole, nous devrions être à la tête de la lutte contre les changements climatiques. »

Les décideurs politiques canadiens ont une « responsabilité morale de combattre les changements climatiques », a ajouté la première ministre ontarienne, Kathleen Wynne.

Cependant, selon M. Wall, le Canada constitue déjà un chef de file dans l'exploitation responsable des hydrocarbures. « Nous devrions être plus fiers que nous le sommes présentement [de l'industrie pétrolière et gazière canadienne]. »

En retrait, la première ministre albertaine, Rachel Notley, demandé à mots couverts à son confrère de baisser de ton. « Rester camper sur ses positions ne changera en rien », a-t-elle fait valoir en fin de journée.

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Par courriel agenda@ledevoir.com